

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N°4 / DÉCEMBRE 2011  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

## La planète urbaine

Un reportage à  
La Paz-El Alto

Haïti se remet  
lentement du séisme

Les OGM controversés  
aussi au Sud



# Sommaire

## DOSSIER



### 6 URBANISATION Des zèbres à La Paz

Depuis 2007, plus de la moitié de l'humanité vit dans des villes. En Bolivie, cette proportion atteint même 75%. Un reportage à La Paz-El Alto.

### 14 L'épineux problème des transports

Plus une ville est vaste, plus ses habitants parcourent de longues distances pour mener leurs activités

### 15 Riches et pauvres dans le même bateau

Alfredo Brillembourg et Hubert Klumpner, professeurs à l'EPFZ, sont des spécialistes du développement urbain dans les bidonvilles du Sud

### 17 Faits et chiffres

## HORIZONS



### 18 Le règne du système D

Près de deux ans après le séisme, plus d'un demi-million de Haïtiens vivent toujours dans des abris provisoires

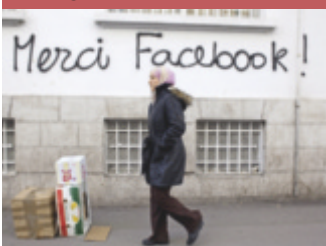
### 21 Une journée sur le terrain avec...

Marie Schärli, directrice ad interim du Centre de compétence Reconstruction de la DDC en Haïti

### 22 Le journalisme, un sacerdoce en Haïti

Jonas Laurince évoque l'influence des médias dans son pays

## DDC



### 23 Des cerveaux en visite

Grâce à des bourses octroyées par la DDC, des chercheurs des pays de l'Est viennent compléter leurs études en Suisse

### 24 La chasse aux gaspillages d'énergie

L'Afrique du Sud veut réduire sa consommation d'énergie de 12% d'ici 2015. La DDC lui apporte son soutien.

### 25 La Suisse se mobilise en faveur des pays arabes

D'importants défis attendent les pays arabes au lendemain de leurs révolutions. La Suisse a mis sur pied un programme d'aide.

## FORUM



### 27 Le marché lucratif des semences

Les plantes génétiquement modifiées suscitent la controverse – au Sud comme au Nord

### 30 La Cendrillon des précipices

Carte blanche: le Bolivien Rafael Alberto Sagárnaga López parle de Marisela, une adolescente qui vit dans un bidonville

## CULTURE



### 31 Humour, art, culture et colère

L'écrivain égyptien Khaled Al Khamissi évoque le rôle de la culture dans le Printemps arabe. Il craint l'avènement de « démocraties de façade ».

### 3 Éditorial

### 4 Périscope

### 26 DDC interne

### 26 Au fait, qu'est-ce qu'une chaîne de valeur?

### 33 Service

### 35 Coup de cœur avec

### Séverine Cornamusaz

### 35 Impressum

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

# Éditorial



FIDE/Maxwell Nicker

## Il est temps de partager nos expériences avec le Sud

Dans la plupart des pays en développement, la population urbaine croît nettement plus vite que dans les pays industrialisés européens. Principale cause de cette explosion des villes : l'exode rural – pareil à celui que l'Europe a connu durant l'industrialisation. Beau-coup de gens partent vers les villes dans l'espoir d'améliorer leurs perspectives d'avenir. D'autres sont obligés de s'y installer parce que la guerre et les conflits les ont chassés de leurs villages. Pour nombre d'entre eux, l'exil dans une agglomération urbaine rime avec espoirs déçus.

La pauvreté fait aujourd'hui partie intégrante de l'image des grandes villes. Lors de ma première mission en Afrique, elle m'a sauté aux yeux. À Lagos, la mégapole nigériane, les beaux quartiers résidentiels jouxtaient ce qu'on appelle les *shanty towns* : un ensemble de cabanes construites avec des restes de bois, de la tôle ondulée et des bâches en plastique. On n'y trouvait ni eau potable, ni égouts. Si une famille avait l'électricité, c'est qu'elle s'était raccordée illégalement. Au-dessus des toits flottaient des miasmes pestilentiels et des nuages d'une fumée bleuâtre. Aujourd'hui, un sixième de l'humanité vit dans de tels bidonvilles, dont certains sont si grands qu'ils constituent eux-mêmes des villes.

Un jour où je me suis rendu dans une *shanty town*, les rues étaient pleines de gens surexcités. Gesticulant avec véhémence, des hommes couraient partout, tirant des charrettes en bois pleines à ras bord ou poussant des vélos surchargés. Les femmes portaient sur la tête des ballots encore plus grands que d'habitude et marchaient à toute vitesse avec leurs enfants. Que se passait-il donc ? Les bulldozers venaient d'arriver. En quelques heures, le quartier fut entièrement rasé, y compris l'école financée par l'aide américaine au développement.

La pauvreté dans les villes pose d'importantes questions qui concernent la coopération. L'urbanisation caractérise-t-elle les pays qui comblent leur retard sur la voie du développement ? Le déplacement démographique de la campagne vers les villes est-il une étape naturelle de la croissance économique ? Quelle importance revêtiront à l'avenir les problèmes d'urbanisation pour la coopération ? Quelles sont les solutions qui offrent les meilleures perspectives aux gens ?

Au cours de mes voyages, mes interlocuteurs me demandent souvent si la Suisse ne pourrait pas fournir une aide en matière de développement urbain. Au début, j'ai été surpris, car nous sommes l'un des rares pays qui n'ont aucune expérience des bidonvilles. Puis j'ai compris la raison de ces requêtes. Même dans les régions les plus pauvres du Sud – et probablement jusqu'au cœur des bidonvilles –, on sait que trois des villes du monde qui offrent la meilleure qualité de vie se trouvent en Suisse : Zurich, Bâle et Genève. Il est temps de réfléchir à la manière de faire profiter le Sud de notre expérience.

*Martin Dahinden*  
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

# Périscope

## La propagation du sida chez les jeunes

(bf) Les adolescents des pays en développement et émergents sont très exposés au risque de sida. Selon un rapport publié par l'Unicef en collaboration avec d'autres organisations onusiennes et la Banque mondiale, quelque 2 millions de jeunes âgés de 10 à 19 ans sont porteurs du virus. La majorité d'entre eux vivent en Afrique subsaharienne. Beaucoup ne sont pas conscients de leur état, n'ayant pas accès à des possibilités de conseil et de test confidentiels. C'est pourquoi l'Unicef soutient des programmes de sensibilisation et d'aide qui s'adressent à tous les adolescents. On estime à 2500 le nombre de jeunes entre 15 et 24 ans qui

contractent chaque jour le sida. Près d'une contamination sur deux affecte ainsi cette tranche d'âge. Les filles et les femmes sont exposées de manière disproportionnée à l'infection, du fait qu'il leur manque souvent les informations nécessaires et qu'elles n'ont guère la possibilité de gérer elles-mêmes leur sexualité.

[www.unicef.org](http://www.unicef.org) (recherche : « Aids »)

## Un gaspillage absurde

(bf) La population mondiale a doublé entre 1960 et 2000. Et elle franchira la barre des 7 milliards d'individus cette année encore. Comment assurer leur approvisionnement alimentaire, alors qu'aujourd'hui déjà 925 millions de personnes souffrent de la faim ? Tristram Stuart, co-



Pierre Clézard/REA/laif

auteur du rapport 2011 du Worldwatch Institute sur l'état de la planète, dénonce le gaspillage « délibéré » de denrées alimentaires, qui atteint selon lui des niveaux stupéfiants dans les pays industrialisés. Entre 30 et 50% des aliments finissent à la poubelle. De telles quantités seraient suffisantes pour nourrir tous les affamés de la planète. On jette ces denrées pour diverses raisons. Ainsi, les fabricants se débarrassent de produits parfaitement comestibles, car ils présentent des imperfections esthétiques ; les supermarchés éliminent leurs marchandises excédentaires ou dont la date de péremption est dépassée ; les pêcheurs rejettent en mer des tonnes de poissons morts ; sans oublier les consommateurs qui cuisinent des quantités excessives. En Afrique, ce sont les mauvaises conditions de stockage et les infrastructures déficientes qui causent des pertes considérables.

[www.worldwatch.org](http://www.worldwatch.org)

## Des parasites en sursis

(bf) Les parasites appartenant à la famille des *trypanosomatidae* sont responsables de plusieurs infections graves, comme la maladie du sommeil, la maladie de Chagas ou la leishmaniose, qui affectent des millions de gens. Rien que pour la leishmaniose,

on dénombre environ 12 millions de personnes infectées, dont la plupart vivent dans des pays en développement. Les médicaments existants ne donnent pas des résultats satisfaisants, d'une part en raison de leur toxicité qui produit de puissants effets secondaires, d'autre part parce que les parasites deviennent vite résistants. Un groupe de chercheurs européens a peut-être trouvé le moyen de combattre plus efficacement les trypanosomiasis. Il a identifié de nouveaux composés qui inhibent un enzyme important du parasite et empêchent ainsi sa croissance. Ce projet scientifique a été réalisé conjointement par l'Université de Modène et de Reggio d'Émilie (Italie), l'Institut de Heidelberg pour les études théoriques (Allemagne) et l'Institut de Duve (Belgique).

[www.h-its.org](http://www.h-its.org) (recherche : « *Trypanosomatida* »)

## Délocalisation des gaz à effet de serre

(bf) Les émissions excessives de gaz à effet de serre (GES) dans les pays en développement sont de plus en plus imputables aux nations riches. Par le biais des produits qu'elles consomment, ces dernières engendrent davantage de CO<sub>2</sub> dans le Sud que celui qu'elles économisent sur leur propre territoire en vertu

## L'année du vent et du soleil

(bf) Partout dans le monde, 2010 aura été une année faste pour les énergies renouvelables. Les investissements dans ce secteur ont progressé de 32% par rapport à 2009, pour atteindre 211 milliards de dollars. C'est ce qu'annonce le Programme des Nations Unies pour l'environnement dans son dernier rapport consacré à ce type d'investissements.

L'énergie éolienne reste en tête, avec 94,7 milliards de dollars, soit 30% de plus qu'en 2009. Elle est talonnée par le solaire, en forte progression (52%), qui capte 86 milliards des nouveaux investissements. La biomasse et l'incinération des déchets arrivent en troisième position (11 milliards), devant les agrocarburants en perte de vitesse (5,5 milliards). Pour la première fois, les pays émergents et en développement ont investi plus d'argent dans les énergies renouvelables que les nations industrialisées, à savoir 72 milliards de dollars contre 70. Cela s'explique par les lacunes dans l'approvisionnement – 1,5 milliard de personnes vivent toujours sans électricité –, le changement climatique et un souci de sécurité énergétique.

[www.unep.org](http://www.unep.org)



Chiaa Shen/Farros/Strates



des accords sur la protection du climat. Telle est la conclusion d'une étude qui visait à quantifier le rôle des échanges commerciaux internationaux dans la hausse des émissions de GES. En signant le Protocole de Kyoto, les pays industrialisés s'étaient engagés à réduire leurs émissions. Les pays en développe-

ment et émergents en avaient été dispensés, afin de ne pas compromettre une croissance économique jugée indispensable à la lutte contre la pauvreté. Or, en 2008, les gaz rejetés dans les pays du Sud par la production de produits et de services destinés à l'exportation vers le Nord étaient cinq fois supérieurs aux

réductions d'émissions réalisées dans les pays riches.

*www.pnas.org (recherche : « Growth in emission transfers »)*

### Mineures enceintes

(bf) En Amérique latine et aux Caraïbes, une étude a montré qu'environ 110 jeunes femmes de 15 à 19 ans sur 1000 ont déjà eu un enfant. Au Nicaragua, 30% des femmes enceintes sont des mineures. Ces chiffres inquiètent les experts non seulement à cause du jeune âge des intéressées, mais aussi parce que ces grossesses comportent un risque relativement élevé de mortalité. Selon l'étude, quatre fois plus de futures mères décèdent dans le groupe des filles âgées de moins de 15 ans que dans celui des femmes de 20 ans et plus. Outre le fait que les jeunes filles deviennent sexuellement actives toujours plus tôt, l'association locale Pro Familia



Silke Wernet/raif

estime que le nombre excessif de mères mineures est dû en partie au manque d'éducation sexuelle à l'école.



Jonathan Kingston/Aurora/baif

# Des zèbres à La Paz

Depuis 2007, plus de la moitié de l'humanité vit déjà dans des villes et la tendance est à la hausse. En Bolivie, un pays de 10 millions d'âmes, cette proportion atteint même 75%. À elle seule, l'agglomération de La Paz-El Alto est passée de 267 000 habitants en 1950 à près de 2 millions aujourd'hui. Dans les pays en développement, le phénomène de l'exode rural pose des problèmes énormes aux populations urbaines et à leurs autorités. Un reportage de Gabriela Neuhaus dans la métropole bolivienne.





Gabriela Neuhäus (2)

La Paz et El Alto s'étendent sur plus de 200 km<sup>2</sup>, mais il y a très peu de temps que les autorités prennent des mesures ciblées pour moderniser les quartiers.

Peu avant midi, au cœur de La Paz : dans un concert de klaxons, minibus et taxis se bloquent mutuellement le passage. On entend des freins hurler et un chauffeur jurer. Des jeunes gens pressés et des femmes d'affaires se faufilent tant bien que mal entre des mères avec leur marmaille. Un marchand ambulancier essaie de traverser la rue avec sa charrette en bois. Et voici qu'un zèbre virevoltant se précipite pour prendre la main d'un garçon de 6 ans. À peine le gamin est-il arrivé sur le trottoir d'en face avec sa maman qu'un deuxième zèbre fait des signes amicaux à un bus qui passe et aux voitures qui le suivent. Il arrête deux jeunes hommes qui s'apprêtaient à traverser au rouge, l'oreille collée à leur portable. Puis, il se retourne comme un éclair pour inciter un minibus à avancer tant que les feux sont au vert.

### Inculquer les usages de la vie urbaine

Voilà maintenant dix ans que la municipalité de La Paz a décidé d'envoyer dans les rues des jeunes déguisés en zèbres. Ils sont chargés d'inculquer aux habitants les règles de circulation et de comportement en ville. « À l'époque, personne ne savait à quoi servent les passages pour piétons », se souvient Carmen, 34 ans, un zèbre de la première heure. Aujourd'hui, le troupeau de 240 *cebritas*, comme on les appelle ici affectueusement, est devenu une véritable institution de La Paz. Il y a longtemps que leur mission

ne se limite plus à l'éducation routière : ambassadeurs des usages de la vie urbaine, les zèbres vont dans les écoles et les quartiers montrer aux gens comment on peut trier les déchets ou éviter de faire inutilement du bruit.

Les habitants de La Paz – les *Paceños* – connaissent aussi les campagnes des zèbres contre l'alcoolisme ou la violence domestique. La plupart de ces « éducateurs » sont jeunes et beaucoup d'entre eux ont eu une enfance difficile. « Nous changeons la ville comme nous avons changé nous-mêmes avec ce projet », s'enthousiasme Amanda, 28 ans. Étant l'aînée d'une famille nombreuse, elle devait aider sa mère à vendre des vêtements dans la rue, jusqu'à ce qu'elle rejoigne, il y a huit ans, l'équipe des *cebritas*. Elle suit aujourd'hui une formation d'assistante sociale, mais elle reste très attachée aux zèbres. Dans son costume rayé, elle communique d'une manière ludique ce qu'elle a vécu. « Ton comportement change à partir du moment où tu te balades dans les rues de la ville comme si tu étais dans ta propre maison », explique-t-elle. « Tu commences à aimer la ville, tu prends des responsabilités et tu te rends compte que c'est une maison qui ne t'appartient pas, mais que tu partages avec beaucoup d'autres gens. »

Les zèbres sont rattachés à la section municipale de la Culture citoyenne, qui a été créée par le maire

### Plus de citoyens que de ruraux

Selon le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, plus de la moitié de l'humanité vit depuis 2007 dans des zones urbaines. Cette proportion était d'un quart en 1950. Entre 1950 et 2000, le nombre d'habitants des grandes métropoles a augmenté presque trois fois plus vite que la population citadine globale. L'Amérique latine et les Caraïbes forment la région la plus urbanisée du monde : 78% de leurs 590 millions d'habitants vivent dans des villes.

### Urbanisation et urbanité

L'urbanisation désigne la concentration croissante de la population dans les agglomérations urbaines. Outre l'expansion physique des villes, ce phénomène tend à généraliser certains modes de vie et de comportement propres à l'urbanité, ainsi que divers aspects de psychologie et d'économie sociale. La notion d'urbanité englobe la qualité de vie citadine, la cohabitation, l'ouverture au monde, les infrastructures, etc. De nos jours, on observe des formes de vie urbaine dans des zones rurales également.

### Sondage sur la qualité de vie urbaine

L'Observatoire La Paz Cómo Vamos, une initiative populaire indépendante, a publié l'été dernier les résultats d'une enquête représentative auprès des habitants de La Paz sur leur niveau de satisfaction et leurs souhaits. Résultat : 45% des personnes interrogées estiment que la qualité de vie s'est améliorée ces dernières années. Seules 9% sont mécontentes des prestations de la municipalité. En tête des préoccupations de la population figurent les questions de sécurité – criminalité, drogue, fréquentes manifestations et rues bloquées donnent à beaucoup un sentiment d'insécurité. Les problèmes de circulation viennent en deuxième position. D'autres études sont prévues dans le cadre de La Paz Cómo Vamos. Cette initiative bénéficie du soutien de Solidar Suisse et de la DDC. Elle a pour but d'améliorer la participation de la population aux affaires de la collectivité et de mieux faire valoir ses besoins dans les processus de décision politique. [www.lapazcomovamos.org](http://www.lapazcomovamos.org)



Gabriela Neuhäus ©

*Les glissements de terrain sont récurrents : quand l'un d'eux a emporté un quartier entier, en février dernier, 800 maisons ont été détruites et plus de 5000 personnes se sont retrouvées sans abri.*

en 2005 pour inculquer aux habitants de La Paz les usages conformes à la vie urbaine. Il était important de prendre une telle mesure, car une grande partie de la population vient de la campagne et n'est pas habituée aux exigences posées par la cohabitation de centaines de milliers de personnes sur un territoire exigu.

Ainsi, la municipalité organise des cours et des campagnes, en collaboration étroite avec les écoles, pour traiter de sujets tels que le bruit, l'ordre, l'alcoolisme, la propreté ou la santé. « Nous venons d'inclure également dans notre programme la prévention des risques », déclare Patricia Grossman Saenz, qui dirige la Culture citoyenne. « À l'avenir, nous aborderons davantage les questions écologiques, notamment la qualité de l'eau et de l'air. »

### Exode rural

La Paz a été fondée en 1548 par les conquistadores espagnols qui voulaient installer un comptoir commercial entre Potosí, métropole en plein essor grâce aux mines d'argent, et la ville portuaire de Callao, au Pérou. Cependant, les colons n'ont pas tardé à abandonner le site initial sur les hauts plateaux : d'une part, parce qu'ils étaient constamment attaqués par les indigènes ; d'autre part, la vallée encaissée de la rivière Choqueyapu – où s'étaient déjà croisées de nombreuses routes commerciales bien

avant l'ère coloniale – offrait un climat plus agréable. Aujourd'hui encore, le commerce revêt une importance capitale pour l'économie et le développement de la région. C'est grâce à lui que La Paz a échappé durant ses 450 ans d'existence à la débâcle économique qui a frappé les centres miniers autrefois florissants, et qu'elle est devenue un refuge pour des centaines de milliers de miséreux.

De même qu'en Europe, des paysans pauvres et privés de droits avaient autrefois suivi le slogan « L'air de la ville rend libre » et tenté leur chance dans les cités nouvellement créées, une multitude de *campesinos* ont afflué vers La Paz dans les années 50. Eux aussi étaient défavorisés et espéraient trouver une vie meilleure. Une deuxième grande vague d'exode rural s'est produite à partir de 1976, sous l'effet de plusieurs facteurs : l'industrie minière était secouée par des crises et des privatisations ; la faim et la pauvreté sévissaient dans les campagnes, où des catastrophes naturelles – glissements de terrain, inondations – avaient encore aggravé les conditions de vie déjà précaires.

### Glissements de terrain à répétition

En un demi-siècle, les deux villes siamoises de La Paz et El Alto sont passées de 267 000 habitants à près de 2 millions. Cette explosion démographique a entraîné l'apparition de nouveaux phénomènes





Des jeunes déguisés en zèbres inculquent aux habitants les usages de la vie en ville, comme les règles de la circulation, le tri des déchets ou la lutte contre le bruit. Beaucoup d'entre eux ont grandi dans des conditions difficiles.

### Les déchets générateurs d'emplois

La Paz produit quotidiennement quelque 400 tonnes de déchets dont l'entreposage lui coûte très cher. Ce n'est pas inéluctable, affirme Matthias Nabholz, ingénieur en environnement et chef de projet chez Swisscontact. Selon les calculs de cette organisation de développement, les déchets boliviens recèlent un potentiel économique suffisant pour créer 20000 emplois. Il faut pour cela les trier et les recycler de façon systématique. Le projet des « éco-quartiers », lancé avec le soutien de Swisscontact dans 26 quartiers de La Paz et d'El Alto, constitue une étape importante dans cette direction. À Anutha Hansa Anutha, par exemple, Magdalena Catisaya passe deux fois par semaine de porte en porte avec son chariot pour collecter les déchets et les préparer en vue de la vente à des entreprises de recyclage. Elle gagne ainsi sa vie en combinant cette activité avec celle d'aide-ménagère.



urbains : en raison de l'afflux massif de paysans et d'ouvriers démunis, la ville a elle aussi connu des situations de pauvreté à grande échelle. Les gens

s'installaient partout où il restait de la place. Des migrants ont même pris possession de pentes abruptes et dangereuses. Comme La Paz se trouve dans une cuvette dont le fond n'est pas bien grand, l'agglomération s'est étendue sur le haut plateau, à El Alto, à 4100 mètres d'altitude. « Pendant plus de cinquante ans, la ville s'est agrandie sans aucun plan », indique Luis Revilla, maire de La Paz depuis 2010. « Durant des décennies, les *Paceños* ont construit eux-mêmes des quartiers entiers, y compris les routes et les autres infrastructures. » Ce magistrat de 39 ans se voit ainsi confronté aujourd'hui à un lourd héritage : « La sécurisation des quartiers existants est notre priorité absolue : La Paz est une ville caractérisée par de gros risques géologiques et hydrologiques. Il s'agit de neutraliser ces dangers avant de pouvoir songer au futur plan d'urbanisme. »

De graves glissements de terrain se produisent fréquemment dans cette ville dont les deux tiers sont construits sur des sols instables. Au cours des dernières années, les pluies ont gagné en intensité, ce qui n'a fait qu'accroître le risque d'éboulements. Miraculeusement, il n'y a eu aucune victime à déplorer en février dernier, quand tout un quartier a été emporté. En revanche, 800 maisons ont été détruites et plus de 5000 personnes se sont retrouvées à la rue. « Nous avons travaillé toute une vie pour acheter notre maison. Et maintenant, nous n'avons



Gabriela Neuhäus (2)



*Sans les denrées provenant du lopin de terre qu'ils ont conservé dans leur village d'origine, beaucoup de citadins n'auraient pas assez à manger. Máxima, René et leurs cinq enfants (en haut) ainsi que les cinq membres de la famille de Filomena se trouvent dans cette situation.*

### Sur le modèle de Bogotá

Quantité de projets et d'idées qui se réalisent aujourd'hui à La Paz et dans d'autres villes d'Amérique latine sont inspirés de la philosophie d'Antanas Mockus, ancien maire de Bogotá. Recourant à des méthodes peu conventionnelles, celui-ci et son successeur Enrique Peñalosa ont transformé à partir de 1995 la capitale colombienne, autrefois corrompue et dangereuse, en métropole exemplaire. Antanas Mockus avait pour principe fondamental d'en appeler à la responsabilité de la population, ce qui lui a bien réussi. Ainsi, il a su convaincre 63 000 personnes de payer volontairement 10% d'impôts en plus. Il a aussi incité les habitants à économiser l'eau. Nombre de projets réalisés à La Paz – notamment ceux des zèbres dans la circulation urbaine, de l'Observatoire La Paz Cómo Vamos ou de La Paz-Bus (voir p. 14) – sont issus d'initiatives et de modèles développés à Bogotá.

plus rien», se lamente l'institutrice Catalina Eulate. Cela fait des mois qu'elle vit avec sa famille dans l'un des abris provisoires construits à la hâte.

### Pauvreté et espoir

Ces gens ne savent pas de quoi leur avenir sera fait. Beaucoup voudraient retourner où ils habitaient, mais il faut d'abord s'assurer que la pente reste suffisamment stable. D'autres ont peur. Ils espèrent obtenir un bout de terrain en lieu sûr, mais l'espace manque à La Paz. L'État a donc offert aux sinistrés de nouveaux logements à El Alto. Mais la plupart d'entre eux ont refusé: c'est trop loin de La Paz, où était centrée toute leur vie jusque-là. En outre, ils affirment ne pas supporter le rude climat de l'Altiplano.

El Alto s'est séparée de La Paz en 1985 pour devenir une ville autonome. Depuis quelques années, elle compte plus d'habitants que cette dernière. Et il y a encore de la place. Les gens continuent donc d'affluer en provenance des zones rurales. La plupart de ceux qui viennent s'installer à El Alto font partie des plus pauvres: ils n'ont pas appris un métier et beaucoup ne savent ni lire ni écrire. Contrairement aux villages, la ville leur offre d'innombrables possibilités de toucher un petit revenu afin de survivre avec leurs familles. Chaque jour, 300 000 personnes descendent d'El Alto à La Paz pour gagner leur vie. Ces pendulaires travaillent comme ouvriers de la voirie, gardiens, cireurs de chaussures, ou encore comme bonnes ou cuisinières dans les ménages de la classe moyenne et supérieure.

Les *Paceños*, par contre, n'auraient pas l'idée d'aller s'égarer à El Alto. À une exception près tout de même: le jeudi et le dimanche se tient la Feria 16 de Julio, l'un des plus vastes marchés d'Amérique latine, qui attire de nombreux acheteurs de La Paz; le choix immense et les prix avantageux incitent même les résidents aisés du quartier chic Zona Sur à grimper sur le haut plateau pour y faire leurs achats. À l'entrée de ce marché, Mercedes Castro vend des pots de crème pour la peau à 12 bolivianos (1,30 franc); elle affirme que le même produit coûte plusieurs fois ce prix dans la Zona Sur. De son côté, Gregoria Ayla – qui tient depuis huit ans un florissant commerce de vêtements – accueille à son stand des clients fidèles venus de La Paz: outre des habits usagés provenant de l'étranger et offerts ici en masse malgré l'interdiction de les importer, son assortiment présente des vêtements de marque comme Adidas ou Nike.

### Précarité et dénuement

La Feria 16 de Julio – comme toutes les activités économiques d'El Alto – fonctionne selon ses propres lois, lesquelles échappent presque entièrement à l'État. On estime qu'environ 70% de la population vit du commerce. Plutôt mal, d'ailleurs, en général. Certes, l'ancien bidonville de La Paz s'est beaucoup développé ces dernières années; on y trouve maintenant de nombreux sites de production, une certaine prospérité et des quartiers où vit la classe moyenne. Cependant, beaucoup d'habitants continuent de se débattre dans des conditions précaires et un dénuement extrême.

«Nous luttons jour après jour», raconte Don René, qui vit avec sa femme Máxima et leurs cinq enfants dans une modeste maison à la périphérie d'El Alto. Ils ont tout de même l'électricité et l'eau courante. La famille s'en sort en effectuant des travaux occasionnels: Doña Máxima fixe des rubans de nylon sur des jouets en plastique bon marché fabriqués en



### Les principales villes boliviennes

(nombre d'habitants)

Santa Cruz	1 452 000
El Alto	960 000
La Paz	840 000
Cochabamba	595 000
Sucre (capitale)	256 000
Oruro	217 000

### La Paz-El Alto en chiffres

La Paz se situe à 3600 m d'altitude et El Alto à 4100 m. Avec presque 2 millions d'habitants sur 200 km<sup>2</sup>, ces deux villes forment ensemble la plus grande agglomération de Bolivie tant démographiquement que du point de vue de la superficie.

### Évolution démographique

	La Paz	El Alto
1950	256 000	11 000
2001	793 000	650 000
2010	840 000	960 000

(2001: recensement; 2010: projections)

### Croissance démographique annuelle

La Paz	+ 1,4%
El Alto	+ 8,4%

### L'engagement de la Suisse

La DDC se concentre traditionnellement sur le développement rural, en Bolivie comme ailleurs. L'urbanisation croissante de ce pays a cependant conduit à introduire quelques éléments supplémentaires dans le programme d'aide. C'est ainsi que la DDC soutient la création d'une plate-forme commune pour trois villes boliviennes, à savoir La Paz, Cochabamba et Tarija. Elle a confié à Solidar Suisse la réalisation de divers projets portant sur le développement local participatif et la prévention de la violence dans le contexte urbain. De plus, la DDC appuie différents projets de l'organisation Swisscontact, présente depuis 1999 dans plusieurs villes du pays. Par son engagement dans des domaines tels que l'élimination des déchets, l'environnement ou les transports, elle a donné dans le passé des impulsions qui dépassent le niveau des villes: ainsi, le projet de nouvelle loi sur les déchets, qui s'appliquera à toute la Bolivie, s'inspire des expériences acquises dans le cadre des projets urbains de la DDC.

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch),  
«Pays», «Bolivie»  
[www.cooperacion-suiza.admin.ch/bolivia](http://www.cooperacion-suiza.admin.ch/bolivia)



*Bien qu'un dénivelé de 500 mètres les sépare et qu'elles soient politiquement autonomes, les villes d'El Alto (avec son aéroport) et de La Paz ont depuis longtemps fusionné pour ne former qu'une seule et gigantesque agglomération.*



Gabriela Neuhäus (2)

*La moitié des 600 quartiers de La Paz sont très pauvres. Leurs infrastructures nécessiteraient de toute urgence des investissements.*

### La puce dans le cerveau

Le poumon humain reproduit sur un grand tableau, dans le hall d'entrée de l'Hôtel de Ville de La Paz, prend une teinte inquiétante selon la qualité de l'air ambiant. Ce dispositif de mesure fait partie du programme Aire Limpio, lancé par Swisscontact avec l'appui de la DDC et conduit aujourd'hui par le gouvernement municipal. Durant sa première phase, cette initiative a fait un important travail de sensibilisation concernant la pollution atmosphérique et réuni des informations de base sur la qualité de l'air dans les villes. Actuellement, elle s'emploie surtout à améliorer la circulation dans l'agglomération de La Paz-El Alto et à instaurer des contrôles anti-pollution réguliers pour les véhicules. « Il ne s'agit pas seulement de satisfaire aux normes techniques », souligne le chef de projet Freddy Koch. « L'essentiel, c'est que les gens prennent conscience des corrélations entre les rejets polluants et leur santé. Il s'agit de changer de puce dans son cerveau. »

Chine, ce qui lui rapporte au maximum 35 bolivianos (3,80 francs) par jour. Handicapé depuis un accident, Don René s'est lancé dans la médecine traditionnelle et la voyance. Mais il ne peut pas demander grand-chose pour ses prédictions qu'il lit dans des feuilles de coca, car sa clientèle est aussi pauvre que lui. Le menu de la famille est donc frugal : du thé et un peu de pain pour le petit déjeuner, à midi un maigre bouillon. Ils ne peuvent pas se payer des légumes et du lait (un litre coûte 5,50 bolivianos). Le petit déjeuner distribué aux enfants dans les écoles d'El Alto et de La Paz est donc bienvenu. Comme beaucoup d'anciens paysans, Doña Máxima possède encore un bout de terrain dans son village natal. Elle dispose ainsi de pommes de terre pour nourrir sa famille.

Le quinoa et les tubercules cultivés au village s'avèrent tout aussi vitaux pour Filomena Annatea Chyma, qui est venue s'installer à El Alto il y a deux ans avec son mari et ses trois jeunes enfants. « Quand mon époux ne trouve pas de travail sur les chantiers, nous sommes totalement démunis. En ville, tout passe par l'argent », se plaint-elle. « La vie est difficile : gaz, eau, déchets – tout coûte », confirme Doña Jacinta. Son amie Andrea Cancari approuve de la tête et tire de la poche de son tablier un sachet de feuilles de coca : « Nous en mâchons à longueur de journée. Cela calme la faim. »

### Beaucoup d'espoir, peu d'argent

Toutes ces difficultés n'empêchent pas les paysans d'affluer en ville : la croissance démographique d'El Alto continue de dépasser 8% par année. Nelson Sapata et sa femme Alicia Caguan essaient de réunir assez d'argent pour se construire une maison en briques à El Alto. Ils espèrent que leurs deux en-

fants y auront un avenir meilleur qu'à la campagne. Pour le moment, ce jeune couple fait encore la navette entre la ville et leur village de Sapahaqui, à 90 km au sud d'El Alto. Avec leur travail actuel sur un petit chantier situé au-dessus de La Paz, ils gagnent à eux deux 160 bolivianos (18 francs) par jour. Au village, ils exploitent des arbres fruitiers. « Les 50 mètres carrés de terrain qui nous appartiennent ne suffisent pas à nourrir une famille », dit Nelson. Et Alicia ajoute : « Nous sommes obligés d'aller là où nous pouvons gagner de l'argent. »

### Améliorer la vie à la campagne

« Aujourd'hui, seul un quart de la population bolivienne vit encore à la campagne. Tous les autres habitants sont dans les villes. C'est là un sérieux problème structurel », explique Walter Delgadillo, ministre des travaux publics. « L'exode rural est tel qu'il provoque une crise alimentaire, cela dans un pays qui aurait en réalité des ressources en suffisance. » Pour freiner cette évolution, le gouvernement d'Evo Morales investit dans l'amélioration des conditions de vie à la campagne, une entreprise absolument nécessaire. Ces dernières années, de nombreux villages ont ainsi été approvisionnés pour la première fois en eau et en électricité. On construit également des voies de communication. En outre, l'accès aux moyens modernes de télécommunication devrait être assuré d'ici 2020 sur tout le territoire bolivien. « Il ne faut plus que les gens soient obligés de fuir les zones rurales. Nous voulons créer des perspectives qui les incitent à rester – ou même à revenir à la campagne », fait valoir le ministre. Cependant, le problème des infrastructures de base ne se pose pas seulement à la campagne : le besoin de modernisation est énorme dans les villes égale-



Les manifestations et les fêtes organisées dans la rue font partie intégrante de la culture urbaine et de la vie économique de la métropole bolivienne.

ment. Seuls quelques quartiers d'El Alto disposent d'un réseau de canalisations, par exemple. L'évacuation des déchets est tout simplement inexistante dans une bonne partie de la ville et quantité de maisons ne sont raccordées ni à l'électricité ni à l'eau courante. Les habitants les plus pauvres, ceux des quartiers périphériques, sont pour la plupart contraints d'aller chercher l'eau au puits ou de l'acheter au prix fort à des marchands privés.

### De «vrais quartiers»

Du point de vue de l'aménagement local, La Paz a une longueur d'avance sur El Alto. Grâce à son action cohérente et ciblée, l'administration municipale en place depuis une bonne dizaine d'années a déjà obtenu des résultats remarquables. On est frappé par l'apparence soignée du centre-ville. Mais les parterres de fleurs entretenus avec soin ne se limitent pas à la Plaza Murillo ou à l'élégante Avenida del Prado; ils égaient aussi la modeste banlieue. De grandes photos et des peintures multicolores ornent les façades en béton ainsi que les murs de soutènement longeant les axes routiers. Malgré tout, la pauvreté reste une préoccupation centrale à La Paz comme ailleurs: la moitié de ses 600 quartiers sont miséreux et nécessiteraient de toute urgence des investissements. Chacun d'eux reçoit de la caisse communale l'équivalent de 12000 francs par année. Autant dire une goutte d'eau dans l'océan. C'est pourquoi la municipalité a lancé il y a quatre ans le programme Barrios de Verdad (vrais quartiers). Son but est d'assainir et de moderniser progressivement tous les quartiers pauvres de La Paz.

### Une idée exportée vers l'Inde

Les quartiers disposent d'une somme unique à in-

vestir, de l'ordre de 400000 francs chacun. Ils utilisent cet argent selon leurs priorités. Certains améliorent les routes et chemins, mettent en place des installations sanitaires, développent leur réseau de canalisations. D'autres construisent des places de sport ou des parcs, créent des centres communautaires ou investissent dans l'éclairage public. «Ce type de mesures apporte des changements impressionnants dans les quartiers», observe le maire Luis Revilla. «Grâce aux jardins d'enfants offerts dans les centres communautaires, des mères peuvent faire garder leur progéniture. Elles ont ainsi du temps libre pour entreprendre autre chose, par exemple pour suivre des ateliers de formation continue.» À ce jour, on a déjà réhabilité et inauguré 47 Barrios de Verdad – 54 autres sont en voie de réalisation ou à l'étude. Les résultats obtenus jusqu'ici ont donné à la Banque mondiale – qui cofinance le projet – l'idée d'appliquer cette méthode à l'assainissement de bidonvilles en Inde. Ce succès remplit Luis Revilla de fierté. Le maire espère que sa ville obtiendra elle aussi suffisamment d'aide financière pour transformer dans les dix ans à venir les 200 quartiers encore pauvres en Barrios de Verdad. Pour autant que la situation politique reste stable dans la ville où siège le gouvernement bolivien, cet espoir n'a rien d'irréaliste. Au cours de la décennie écoulée, l'administration municipale a prouvé qu'en dépit de besoins gigantesques et de moyens limités, elle est tout à fait capable – grâce à des projets innovants et à des actions ciblées – d'améliorer la qualité de vie de nombreux habitants. ■

(De l'allemand)

### Fêtes et revendications dans la rue

De la musique et des explosions couvrent le bruit de la circulation. Depuis les bureaux de la section de la Culture citoyenne, notre regard tombe sur un groupe de danseurs et de musiciens qui bloquent entièrement le trafic sur l'avenue principale. «Les habitants de La Paz et d'El Alto savent utiliser la voie publique à leur idée», s'amuse Patricia Grossman Saenz, cheffe de la section. On redoute ici le blocage des routes, une méthode qui est utilisée par tous les mécontents pour clamer leurs revendications et qui entraîne souvent des problèmes de ravitaillement. Les rues sont aussi le théâtre d'une autre forme de culture omniprésente: les manifestations et les fêtes organisées par toutes sortes de groupes, qui transforment des quartiers entiers en espaces musicaux et dansants durant des heures, voire des jours. Ces événements populaires ne servent pas seulement à perpétuer le patrimoine culturel. Ils constituent aussi un important facteur économique.

# L'épineux problème des transports

Plus une ville est vaste, plus ses habitants doivent parcourir de longues distances pour mener leurs activités. Toutes les grandes métropoles du monde luttent contre l'asphyxie des transports. C'est le cas notamment de La Paz. Sa topographie particulière fait du centre un goulet d'étranglement où le trafic est régulièrement paralysé.

(gn) Trois à quatre fois par semaine, Magdalena Catisaya quitte son domicile d'El Alto pour se rendre dans le sud de La Paz, où elle fait des ménages et collecte des déchets. Le trajet dure une heure et demie. Comme l'itinéraire comporte plusieurs changements de taxi collectif, elle doit s'acquitter à chaque fois d'une nouvelle taxe, ce qui rend ses déplacements onéreux. « Avec le système actuel, ce sont les habitants pauvres des quartiers périphériques qui paient le plus cher », observe René Chavez Justiniano, ingénieur et coordinateur de projets de transports publics à la municipalité de La Paz. Tel est l'un des problèmes que la ville espère maîtriser avec son projet « La Paz-Bus ».

## Désaccords entre villes siamoises

Un réseau de bus limité à La Paz n'aurait pas de sens : tout comme l'élimination des déchets ou l'approvisionnement en eau, les problèmes de transport doivent être résolus à l'échelle de la grande agglomération formée par La Paz et El Alto. « Nous essayons de convaincre les autorités d'El Alto qu'il est nécessaire de mettre en place ce nouveau système de transport, même si des motifs politiques compliquent la chose », explique Luis Revilla, maire de La Paz. Des désaccords entre les deux villes ont fait échouer plusieurs projets, notamment la construction d'un téléphérique qui les auraient reliées. Luis Revilla est convaincu que le fait de séparer El Alto de La Paz était une erreur : « Égoïstement, je pourrais dire que La Paz en a profité. Si les deux villes étaient restées ensemble, nous devrions supporter El Alto avec toutes ses difficultés et ses pauvres qui ne paient pas d'impôts. En revanche, nous serions plus efficaces dans le développement de l'espace métropolitain et El Alto se porterait mieux aujourd'hui. »

## Voie spéciale réservée aux bus

Actuellement, les transports publics sont entièrement aux mains d'entreprises privées. La plupart utilisent des minibus de seize places ou des taxis collectifs qui embarquent et déposent des passagers tout au long de leurs trajets. Personne ne sait combien de ces véhicules sont en circulation. Ce qui ne fait aucun doute, c'est qu'il y en a trop, comme le démontrent les embouteillages systématiques au centre-ville. De plus, les chauffeurs se livrent une concurrence féroce en cassant les prix. « Actuellement, nous sommes obligés d'être au volant jusqu'à seize heures par jour pour couvrir nos frais », se lamente Manuel Corazón, propriétaire d'une entreprise de taxis. « Les rues sont bloquées partout, le travail devient toujours plus pénible. »

Les clients souffrent autant que les chauffeurs de cette situation. Alors que l'on estime à 1,8 million le nombre de trajets quotidiens effectués dans l'agglomération de La Paz-El Alto, le gouvernement municipal a fait de l'amélioration des transports publics un objectif prioritaire de la législation actuelle. Il est soutenu notamment par l'organisation de développement Swisscontact.

Des analyses approfondies et des études de faisabilité ont abouti à la décision de créer une voie réservée aux bus sur l'axe principal qui part du sud de La Paz et monte jusqu'à El Alto. Ce parcours doit être desservi par de grands bus d'une capaci-



Gabriela Neuhäus

L'un des principaux objectifs de la municipalité de La Paz est d'améliorer le système de transports publics.

té de 160 personnes. Le transport à l'intérieur des quartiers restera assuré par des minibus et des taxis collectifs. Un billet électronique calcule le prix du trajet et le prélève automatiquement, de sorte que le changement de moyen de transport n'engendrera plus désormais de coûts supplémentaires. ■

(De l'allemand)

# Riches et pauvres dans le même bateau

On ne s'intéresse toujours pas suffisamment à l'urbanisation de notre planète et aux défis qu'elle implique, affirment Alfredo Brillembourg et Hubert Klumpner, professeurs à l'EPFZ. Ces deux architectes étudient l'évolution des bidonvilles du Sud, où les habitants viennent s'entasser dans des conditions souvent précaires. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



Urban-Think Tank

*Il y a parfois d'autres solutions que de construire des routes : en plein milieu de la capitale vénézuélienne Caracas, un téléphérique relie la population d'un quartier pauvre au centre-ville.*

## Un seul monde : Comment jugez-vous les conséquences de l'urbanisation croissante à l'échelle mondiale ?

**Alfredo Brillembourg :** La question centrale est de savoir comment les villes du Sud se développeront. Ce sont elles qui grandissent le plus vite. Elles abriteront un jour la majeure partie de la population mondiale. Cela concerne l'Inde, certaines parties de la Chine, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique et l'Amérique latine.

**Hubert Klumpner :** Nous devons prendre conscience du fait que la vie en ville sur le modèle occidental est en réalité une exception. La situation normale est celle des bidonvilles du Sud. C'est là que vivent actuellement la majorité des citadins, dans des conditions souvent choquantes et bouleversantes.

## Quels sont les buts de vos recherches ?

**A.B. :** À la manière de médecins urgentistes, nous cherchons à déterminer comment intervenir de façon intelligente pour doter ces villes de l'infrastructure indispensable. Nous ne voulons pas de nouvelles constructions dans les espaces verts et ne croyons pas à la pérennité des immeubles de bureaux aux façades vitrées. À l'avenir, l'urbanisme consistera à améliorer de manière judicieuse et rapide les quartiers existants. Il devra aussi proposer une vision de l'évolution souhaitable des villes partout dans le monde.

## Comment se représenter cela ?

**A.B. :** Aujourd'hui, nous profitons par exemple de nouvelles technologies : la téléphonie mobile permet d'économiser des millions de dollars avec



## Un duo visionnaire

Depuis l'automne 2010, le Vénézuélien Alfredo Brillembourg et l'Autrichien Hubert Klumpner dirigent ensemble la chaire d'architecture et d'urbanisme à l'École polytechnique fédérale de Zurich. Leur intérêt se concentre sur le développement et l'amélioration des structures urbaines dans les mégapoles du Sud, en expansion rapide. Ils ont fondé en 1995 l'Urban-Think Tank, un bureau d'architectes qui préconise de nouvelles options urbanistiques. La plus fameuse de leurs réalisations est l'installation d'un téléphérique à Caracas, qui a désenclavé un grand bidonville. Depuis 2007, les deux architectes sont des professeurs invités de l'Université Columbia à New York. Ils ont obtenu le Prix Ruth et Ralph Erskine en 2010. Leurs démarches souvent peu conventionnelles ont fait l'objet d'une exposition au Musée d'art moderne de New York. [www.u-tt.com](http://www.u-tt.com)

toutes les lignes qu'il n'y a plus besoin de construire. Inversement, quantité d'autoroutes, dans les villes, seront bientôt désaffectées. Faut-il les arracher, les couvrir de bâtiments, de voies ferrées, les convertir à la production d'énergie solaire? Pour nous, architectes, il y a beaucoup de travail passionnant à faire dans le domaine de l'adaptation et de la restructuration urbaine.

**H.K. :** Nous réalisons actuellement une série de projets relativement petits, mais exemplaires, qui sont censés agir sur l'ensemble comme un traitement d'acupuncture. À Caracas, par exemple, nous avons construit – avec l'entreprise austro-suisse

échelle. C'est un moyen de diffuser nos idées – le processus de conscientisation est à notre avis primordial. Nous considérons nos réalisations comme des prototypes: les personnes qui souhaitent faire quelque chose pour la collectivité peuvent, par exemple, disposer gratuitement des plans de construction de notre «gymnase vertical». C'est le plus grand bâtiment couvert de Caracas. Outre des cours de karaté ou de salsa, il propose notamment des séances de cinéma et des fêtes populaires. On y trouve aussi un local de vote. Ce concept a déjà été copié plusieurs fois.

**Vous déplorez que l'on ne perçoive pas assez l'urgence de la situation.**

**H.K. :** C'est vrai. Que tant d'êtres humains vivent en ville dans des conditions désastreuses fait de l'urbanisation un thème prioritaire. Les pauvres ne sont pas les seuls à souffrir de cette situation: difficultés d'approvisionnement, criminalité et problèmes environnementaux affectent l'ensemble des citoyens. Riches et pauvres sont dans le même bateau, même si beaucoup de gens refusent toujours de l'admettre. Les bidonvilles et les quartiers résidentiels clôturés (*gated communities*) sont les deux côtés d'une même médaille. C'est pourquoi nous avons forgé la notion de «planète urbaine». Elle montre que tous les aspects de notre existence sont liés à l'urbanisation. Et que nous ne pourrions maîtriser ces problèmes qu'ensemble.

**Quelles sont les actions possibles – au-delà de vos projets?**

**H.K. :** Il serait judicieux, par exemple, de rendre accessibles à un plus large public des réalisations suisses telles que la maison «zéro énergie». Cette technologie pourrait être reproduite à des milliers d'exemplaires à Caracas ou à Lima, afin de donner des exemples probants d'assainissement écologique couvrant des quartiers entiers. Son utilisation à grande échelle pourrait ainsi avoir des effets très bénéfiques sur le bilan climatique de la planète. Il en va de même pour la coopération au développement: le contexte urbain permet d'atteindre des masses de gens. Par ailleurs, les villes sont particulièrement affectées par des problèmes tels que les pénuries alimentaires, les catastrophes écologiques ou le changement climatique. Les risques augmentent avec la densité de population. Les défis sont gigantesques dans ces mégapoles, caractérisées par la promiscuité et la précarité. Il incombe à notre génération de les relever: on nous jugera un jour sur ce que nous aurons fait pour maîtriser ces problèmes. ■

(De l'allemand)



*L'aménagement et l'entretien d'escaliers contribuent également au développement des quartiers.*

Doppelmayr-Garaventa – un téléphérique qui relie la ligne de métro au bidonville de San Agustín, situé sur les hauteurs. Pour les quelque 200 000 habitants de ce quartier, cela raccourcit énormément le chemin à faire pour se rendre au centre-ville. De surcroît, le téléphérique a un faible impact sur l'environnement et s'est mieux intégré qu'une route dans cet espace densément urbanisé. Les gares situées le long de la ligne jouent un rôle important. Nous les avons conçues comme des centres de vie sociale, qui offrent également des services.

**N'est-ce pas une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux millions de pauvres qui peuplent les mégapoles du Sud?**

**H.K. :** De tels projets constituent un vecteur des contributions que nous pouvons apporter à notre

#### Les dix plus grandes mégapoles

(en millions d'habitants)

Tokyo	34,3
Guangzhou	25,2
Séoul	25,1
Shanghai	24,8
Delhi	23,3
Mumbai	23,0
Mexico	22,9
New York	22,0
São Paulo	20,9
Manille	20,3

Source: [www.citypopulation.de](http://www.citypopulation.de), «Agglos»



# Faits et chiffres

## Liens

Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) s'emploie à promouvoir partout dans le monde le développement durable des villes et des habitations. Il publie régulièrement des rapports sur l'urbanisation.

[www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org)

City Mayors est un cercle de réflexion international sur les questions urbaines. Son site Internet contient beaucoup d'informations et de statistiques sur l'urbanisation et les zones métropolitaines.

[www.citymayors.com](http://www.citymayors.com)

Le programme Urban Age a lancé en 2005 une série de recherches et de conférences sur divers aspects de l'urbanisation et de notre avenir commun. Il a également publié des livres, dont *The Endless City* (la ville sans fin) et *Living in the Endless City* (vivre dans la ville sans fin), chez Phaidon Press Ltd.

[www.urban-age.net](http://www.urban-age.net)

## La Terre, la nuit

Cette image satellite montre la Terre de nuit avec les villes éclairées. En 1900, quelque 13% de l'humanité vivait en ville; en 1950, cette proportion atteignait déjà 29%. Et depuis 2007, notre planète compte davantage de citadins que de ruraux (voir le graphique ci-contre: en bleu la population rurale, en rouge la population urbaine). Selon les prévisions de l'ONU, la croissance démographique se concentrera à l'avenir sur les villes. D'ici 2030, la population urbaine dépassera celle des zones rurales dans toutes les régions du monde. Dans les pays en développement, un tiers des citadins vivent avec moins de 2 dollars par jour.

## Opinions

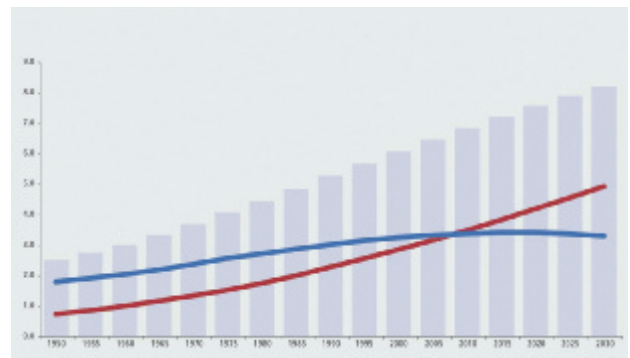
«Des forces impitoyables chassent les habitants des zones rurales. Cette population, rendue inutile par l'économie mondialisée, vient grossir les taudis situés à la périphérie des villes, dans des zones ni rurales ni vraiment urbaines dont la réalité est difficilement accessible aux théoriciens de l'urbanisme.»

*Mike Davis, «Planet of Slums», 2006*

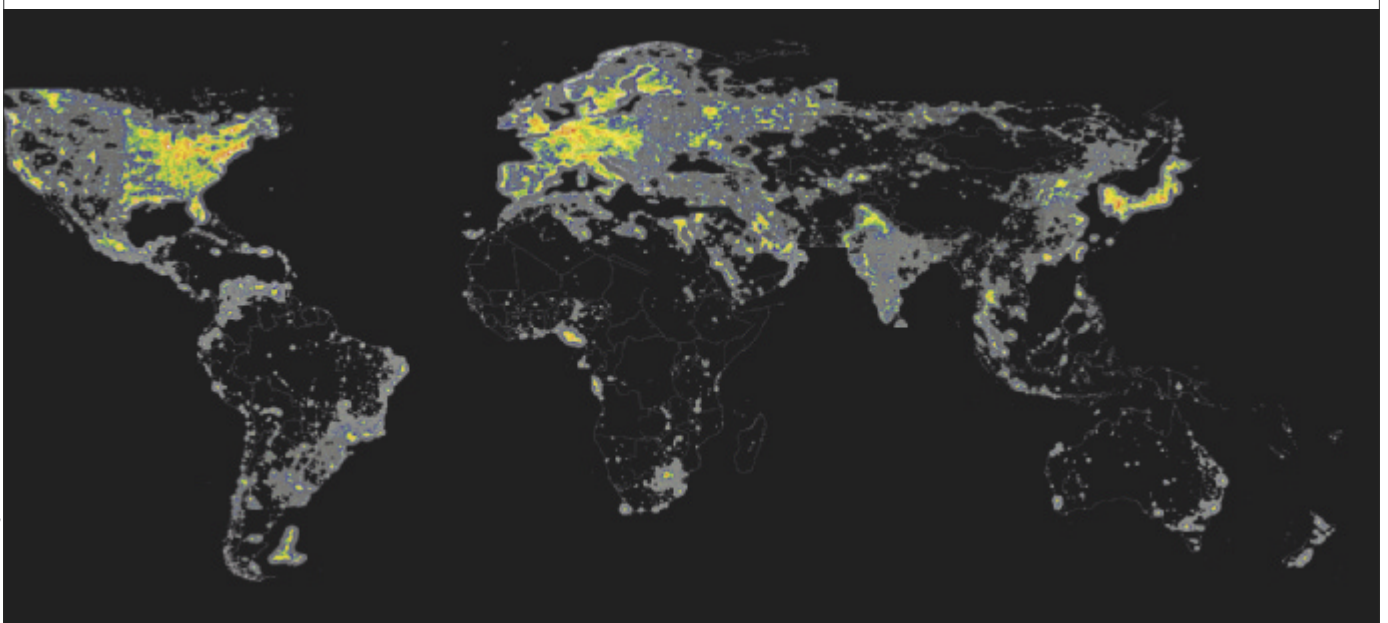
«C'est dans les bidonvilles que va se jouer la bataille pour l'Objectif du Millénaire qui vise à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015. Le développement des villes sera décisif pour la durabilité, la sécurité et la croissance économique d'un pays.»

*Thoraya Obaid, directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population*

## Population urbaine et rurale dans le monde, 1950-2030



Source: ONU, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population



# Le règne du système D



HORIZONS

*La vie a repris son cours, mais les terribles dégâts causés par le séisme du 12 janvier 2010 sont encore omniprésents.*

**H**àïti se remet très lentement de la catastrophe du siècle. Le séisme a laissé derrière lui 230 000 morts, 300 000 blessés et 1,5 million de sans-abri. Un bilan désastreux pour un pays où 80% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Presque deux ans plus tard, la reconstruction se fait attendre. Plus d'un demi-million de personnes sont toujours logées dans des camps provisoires et restent tributaires de l'aide internationale. De Richard Bauer (texte) et Jonas Laurince (interviews)\*.

«Goudou Goudou». Tel est le mot de passe qui permet d'accéder au site Internet du Kinam, l'un des rares hôtels de la capitale haïtienne à avoir résisté au tremblement de terre. Un sésame facile à retenir, note le jeune réceptionniste. «Prononce-le six fois d'affilée et tu sentiras la terre trembler», dit-il avec un sourire espiègle. Les Haïtiens utilisent cette

onomatopée pour désigner la catastrophe qui va marquer plusieurs générations. Auparavant, pour situer un événement dans le temps, ils se référaient à la dictature de Papa Doc et de Baby Doc, les Duvalier père et fils. Aujourd'hui, pour se rafraîchir la mémoire, ils se demandent sans hésiter: est-ce que cela s'est passé avant ou après le Goudou



The New York Times/Redux/laif



The New York Times/Redux/laif



Thomas Grabka/laif



Ben Depp 2011/Redux/laif

*Plus que jamais, le quotidien des Haïtiens est placé sous le signe de la reconstruction et de l'improvisation, que ce soit dans les bâtiments publics ou privés, à l'école ou lors d'événements sociaux.*

Goudou? Le terrible séisme du 12 janvier 2010 a réduit Port-au-Prince, une ville d'un million d'habitants, à un amas de ruines.

### Vivre à nouveau sous un toit

Presque deux ans après la catastrophe, les autorités haïtiennes et les milliers d'organisations étrangères venues à la rescousse peinent à réparer les énormes dégâts. L'État était déjà faible auparavant. Il a toujours manqué de ressources pour couvrir les besoins les plus élémentaires de la population. Depuis des décennies, ce sont des acteurs non gouvernementaux, le plus souvent des œuvres d'entraide étrangères possédant des antennes sur place, qui compensent ses faiblesses. Là où l'État ne fonctionne pas, chacun doit se débrouiller. Il en a toujours été ainsi depuis que les esclaves ont secoué il y a 200 ans le joug du colonialisme français et ont enfin acquis leur liberté.

«Lorsque la terre s'est mise à trembler, nous avons à peine eu le temps de sortir. Puis la maison s'est écroulée sous nos yeux», se souvient Mendelssohn Maurice, étudiant en médecine de 28 ans, qui vit dans le quartier populaire de Carrefour. À l'instar de centaines de milliers d'Haïtiens, ses trois frères, sa sœur et lui ont été privés de toit en quelques secondes. Avec leurs voisins, ils se sont tout d'abord réfugiés sur un terrain de football. Mais Mendelssohn n'a pas pu s'habituer à cette cohabitation précaire dans un espace restreint, sans latrines et sans

intimité. Peu après, il a donc renvoyé ses frères et sœur à la campagne, chez leur mère, une enseignante veuve. Lui-même est retourné sur les ruines de leur maisonnette de 20 mètres carrés. Il y a dressé sa tente et commencé à déblayer les gravats. Il a gagné un peu d'argent en travaillant comme aide-installateur sanitaire pour les *marines* américains, venus apporter des secours après la catastrophe.

«Je me suis dit: la maison a disparu, mais il me reste le terrain. J'ai donc emprunté des marteaux, acheté de la tôle ondulée et des clous, et j'ai commencé à rebâtir. C'est le transport des gravats qui nous a coûté le plus de temps et d'argent.» Grâce au matériel fourni par une organisation internationale, Mendelssohn Maurice et ses voisins ont pu construire de petites maisons en bois. À présent, il vit à nouveau dans son quartier avec ses frères et sa sœur. «Si j'étais resté dans le camp de tentes, je n'aurais probablement pas eu la chance d'avoir une maison solide et confortable», estime le jeune homme qui a repris ses études à l'Université d'État.

### Le petit commerce mis à mal

Asa Félix, un commerçant de 38 ans, et sa femme Milca gardent également un souvenir vivace de cet instant où le monde s'est écroulé. Lorsque le séisme a secoué le sol de Port-au-Prince à 16h53 en ce jour de janvier, ils venaient de fermer leur magasin du centre-ville. Ils rentraient chez eux à bord d'un *tap-tap*, un de ces taxis collectifs peints de cou-

### Haïti en chiffres

**Superficie**  
27 750 km<sup>2</sup>

**Population**  
9,7 millions d'habitants

**Langues officielles**  
Français et créole

**Espérance de vie**  
62 ans

**Taux d'alphabétisation des adultes**  
52,9%

**Population vivant sous le seuil de pauvreté**  
80%





Nadav Neuman/Jeune Afrique

*Les troupes de l'ONU et la police nationale assurent tant bien que mal la sécurité.*

leurs vives. « Tout à coup, nous avons entendu un grand fracas et avons vu un bâtiment s'effondrer. À ce moment-là, nous avons pensé que c'était la fin. » Mais les Félix ont eu de la chance : leur maison, située en banlieue, ainsi que leur magasin en ville n'ont subi que des dégâts mineurs. Cependant, ils craignaient de se faire dévaliser : « Nous avons dû requérir la protection de la police pour pouvoir évacuer notre marchandise », raconte Asa Félix. « Des gens pillaient et incendiaient les magasins endommagés par les secousses. C'était l'enfer ! Des malfrats ont même blessé à coups de couteau une commerçante venue inspecter ce qui restait de sa boutique. »

Asa et son épouse se lancent alors dans un véritable parcours du combattant : ils louent un local au marché de Tabarre, dans l'est de la ville, et y installent leur marchandise. Le loyer s'avère bien vite au-dessus de leurs moyens. Ils remballent tout et tentent leur chance au marché de la Croix-des-Bouquets, une banlieue située sur la route qui conduit en République dominicaine. Mais les affaires vont mal, les clients sont rares, tandis que les dettes accumulées auprès de la banque et des grossistes pèsent lourd dans leur budget. Asa Félix ne supporte plus la saleté et l'odeur répugnante qui règnent sur le marché. Il rêve de revenir retrouver son magasin au cœur de Port-au-Prince.

Avant le séisme, lui et sa femme y tenaient un commerce florissant, vendant des denrées alimentaires et des produits cosmétiques importés des États-Unis et de la République dominicaine toute proche. De plus, ils profitaient de la proximité du Marché en fer, le plus grand et le plus ancien de la capitale. Aujourd'hui, Asa Félix reprend espoir :

cette imposante halle commerciale a rouvert ses portes exactement un an après le séisme ; c'est le premier bâtiment public à avoir été reconstruit. Un petit miracle que les Haïtiens ne doivent toutefois ni à l'État ni à la communauté internationale, mais à un donateur privé.

Certes, tous les décombres qui entourent le marché emblématique de Port-au-Prince sont loin d'avoir été évacués. Aucun nouveau magasin ne se dresse aux environs et la sécurité, qui incombe aux troupes de l'ONU et à la police nationale, est tout sauf garantie. « Dieu et les forces de l'ordre vont m'aider. Je vais bientôt pouvoir retourner au centre-ville, où on peut vendre davantage », affirme Asa Félix, fermement déterminé à relancer son commerce.

### **Blessée, mais pleine d'allant**

Nahomie Nelson, une étudiante de 25 ans, a vécu les pires moments de sa vie lorsque l'auditorium de l'université s'est effondré sur elle. Le bâtiment de trois étages qui abritait la faculté des langues modernes s'est écroulé comme un château de cartes. Quatre professeurs et quelque 200 étudiants ont perdu la vie. Nahomie compte parmi les rares survivants. Après son sauvetage, on a constaté qu'elle avait une jambe cassée. À l'hôpital, elle a eu la chance de ne pas subir une amputation, intervention qui s'est imposée pour nombre de blessés ayant séjourné plusieurs jours sous les décombres. Vu l'agitation qui a caractérisé les soins d'urgence prodigués dans des hôpitaux improvisés, la première opération de sa jambe a cependant échoué. La seconde tentative fut la bonne. Dès qu'elle a pu se lever, la jeune étudiante s'est déplacée à l'aide de béquilles. Elle a préféré accepter la douleur, car ce n'est pas son genre de rester alitée.

Six mois après le séisme, l'université reprenait les cours dans une halle provisoire. Nahomie raconte que beaucoup d'étudiants, traumatisés, ne voulaient pas retourner dans l'aula, ce qu'elle peut très bien comprendre. En ce qui la concerne, elle n'a qu'une idée en tête : présenter dès que possible son travail de diplôme et passer les examens de licence. Mais la jeune femme n'en a pas encore fini avec le tremblement de terre : elle devra subir une troisième opération qui servira à enlever les agrafes posées dans sa jambe. ■

*\*Richard Bauer a été pendant de longues années correspondant de la « Neue Zürcher Zeitung » en Amérique latine et a écrit de nombreux articles sur Haïti. Jonas Laurin est Haïtien et travaille comme journaliste à Port-au-Prince.*

*(De l'allemand)*

### **La catastrophe a inspiré des écrivains**

Yanick Lahens : *Faïlles*, Sabine Wespieser Éditeur, Paris 2010. Dans un journal intime, cette écrivaine haïtienne raconte comment elle a vécu le séisme et ses conséquences.

Dany Laferrière : *Tout bouge autour de moi*, Grasset, Paris 2011. Observations et réflexions sur le tremblement de terre, par l'un des auteurs haïtiens les plus en vue.

Marvin Victor : *Corps mêlés*, Gallimard, 2011. Ce premier roman consacré au séisme a été écrit par un jeune Haïtien sous la forme d'un long monologue.

Hans Christoph Buch : *Haïti, Nachruf auf einen gescheiterten Staat*, Klaus Wagenbach Verlag, Berlin 2010. Une rétrospective des coups du sort qui se sont abattus sur Haïti depuis son indépendance.

## Une journée sur le terrain avec...

Marie Schärli, directrice ad interim du Centre de compétence Reconstruction de la DDC

Mon travail est très varié. C'est ce qui le rend tellement intéressant. Il m'arrive de devoir diriger une séance après l'autre pendant une journée, puis d'être en déplacement le lendemain depuis tôt le matin jusqu'à tard le soir. Normalement, j'arrive au bureau vers 7h15. J'habite avec une collègue tout près du Centre de compétence Reconstruction (CCR). Notre logement se trouve à Pétienville, un quartier de la capitale Port-au-Prince. J'apprécie beaucoup ce privilège. Lorsque je travaillais pour l'Unicef, il me fallait souvent plus d'une heure pour me rendre au bureau. C'était vraiment fatigant.

Aujourd'hui, j'ai une première séance à 8 heures avec une collaboratrice au sujet d'une campagne d'information que la DDC et le ministère haïtien des travaux publics réalisent en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). Nous devons fixer ce matin le nombre de dépliants et d'affiches à imprimer. La campagne sera menée à grande échelle, car beaucoup de non-professionnels participent à la reconstruction. Ici, on bâtit en général sa maison soi-même. Voilà pourquoi il importe de

« Comment préparer du bon béton qui ne se disloquera pas à la première secousse. »

diffuser largement des informations de base sur la manière de mieux construire. Avec des mots simples et des dessins, les affiches expliquent à quoi l'on doit faire attention. Une construction de bonne qualité peut en effet sauver des vies. Presque deux ans après le terrible séisme qui a coûté la vie à 230 000 personnes, la reconstruction s'accélère peu à peu, mais le pays compte encore plus d'un demi-million de sans-abri.

À 10 heures, je reçois les représentants de deux organisations non gouvernementales (ONG), qui veulent des renseignements sur nos cours destinés aux maçons. L'une des tâches du CCR consiste en effet à assurer la formation continue de spécialistes du bâtiment. Les deux ONG souhaitent former leurs formateurs. Constituant des équipes mobiles, ceux-ci pourront se rendre ensuite sur les chantiers et enseigner les notions de base aux ouvriers, le plus



souvent non qualifiés. Ils leur expliqueront par exemple comment préparer du bon béton qui ne se disloquera pas à la première secousse.

Peu après midi, j'ai enfin droit à une pause. Je vais m'acheter un sandwich au supermarché d'en face. Cela suffira pour le moment. J'ai à peine le temps d'échanger quelques mots avec mes collègues avant d'accueillir le représentant de l'Institut national de formation professionnelle (INFP). Nous avons élaboré avec cet organisme une formation pour les maçons : dix modules d'une journée les conduisent à l'obtention d'un certificat. Dispensés dans notre local de Petit-Goâve, ces cours constituent la première formation pour la plupart des intéressés. Notre but est que l'INFP les intègre dans son programme ordinaire. Pour l'heure, une centaine de personnes les suivent.

Avant de donner le feu vert, en fin d'après-midi, à un spot télévisé sur la manière de mélanger le béton, je m'entretiens avec l'un de nos ingénieurs. Il revient d'une séance avec les collaborateurs de la DDC engagés dans la reconstruction de deux écoles et il m'informe de l'avancement des travaux. J'attache une grande importance aux échanges réguliers avec mes collègues qui travaillent sur le terrain.

En général, je termine ma journée vers 18h30. Aujourd'hui, je me réjouis tout spécialement, car je vais assister à un vernissage à la Galerie Monnin, à Pétienville. ■

*(Propos recueillis par Maria Roselli)*

*(De l'allemand)*

### Les objectifs du CCR

Depuis juillet 2010, le bureau de coopération de l'aide humanitaire suisse à Port-au-Prince bénéficie de l'appui d'un Centre de compétence Reconstruction (CCR). Celui-ci cherche à s'insérer dans des processus ou réseaux existants, afin d'assurer une meilleure coordination des activités entre les divers acteurs qui participent à la reconstruction. Le CCR vise en priorité à améliorer la qualité des projets réalisés et à renforcer les capacités locales. Il doit notamment diffuser des connaissances techniques et méthodologiques. [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch), « Pays », « Haïti » [www.cooperation-suisse.admin.ch/haïti](http://www.cooperation-suisse.admin.ch/haïti)

## Le journalisme, un sacerdoce en Haïti

En Haïti, Dieu est partout. Dans les bus locaux appelés *tap-tap*, les boutiques, les magasins, les salons funéraires et même dans les bordels, des inscriptions se réfèrent à Jésus, Jehovah, Yahvé ou à l'Éternel.

Ailleurs, on affiche les noms de saints catholiques et des divinités vaudou. Les Haïtiens font tellement confiance à la Providence qu'ils l'intègrent dans leur commerce.

Les leaders religieux (évêques, prêtres, pasteurs ou maîtres de cérémonie vaudou) occupent également une place importante dans la société haïtienne. S'ils veulent un visa pour les États-Unis, un bébé, un mari, une voiture ou une maison, les adeptes du vaudou se réfèrent aux *hougans* et aux *mambos*. Les chrétiens, eux, passent des jours à jeûner et des nuits à prier.

Les politiciens exploitent cette ferveur religieuse. Avant les dernières élections, plusieurs candidats ont visité des temples protestants au moment des cultes. Ils voulaient obtenir la bénédiction de l'Église et comptaient sur le pouvoir de conviction des pasteurs pour récolter des voix. Les fidèles obéissent en effet aveuglément aux injonctions des prédicateurs.

En troisième position vient la presse qui a une grande influence au sein de la société haïtienne. Les journalistes deviennent les «porte-parole des sans-voix», se faisant l'écho des besoins et des revendications de la population. Souvent, ce sont des reportages qui poussent les autorités à agir pour résoudre un problème.

Ainsi, le pont de la Croix-des-Missions, à Port-au-Prince, était en mauvais état et risquait à tout moment de s'effondrer. Il a été réparé après la diffusion de plusieurs reportages.



**Jonas Laurince** a étudié la communication sociale à l'Université d'État d'Haïti, à Port-au-Prince. Il travaille comme journaliste pour l'agence en ligne Haïti Press Network. Polyglotte, il est également traducteur, professeur de langues et écrivain en herbe. Son premier ouvrage, rédigé en allemand (*Im Namen des Kreuzes*), est en phase de finition. Jonas Laurince anime et participe à des séminaires en Haïti et aux États-Unis. Son site web [www.haiti-environnement.org](http://www.haiti-environnement.org) (disponible pour l'instant sur [www.haiti-environnement.110mb.com](http://www.haiti-environnement.110mb.com)) incite les Haïtiens à protéger l'environnement.

La radio est le média par excellence des Haïtiens. La population, à 60% analphabète, ne lit presque pas les journaux. D'autre part, les coupures d'électricité sont fréquentes, même dans la capitale. Les Haïtiens n'ont alors recours qu'à la radio. D'ailleurs, les piles ne coûtent pas très cher. Beaucoup de gens circulent dans la rue avec leur petit récepteur collé à l'oreille.

N'ayant plus confiance dans les politiciens, la population se tourne vers les journalistes. Pourtant, ces derniers affrontent d'importantes difficultés. Certes, ils n'ont pas fait l'objet de persécutions ni de menaces durant le second mandat du président René Préval. Leurs conditions de travail ne répondent cependant pas aux exigences actuelles. Par exemple, la quasi-totalité d'entre eux n'ont pas accès à Internet à la maison. Ils ne sont connectés que pendant leurs heures de travail. En outre, le niveau des salaires constitue un problème majeur.

Personnellement, je commence ma journée de travail très tôt le matin.

Après avoir prié, pris un bain et avalé mon petit déjeuner, je dois vite parcourir plus d'un kilomètre à pied jusqu'à la station d'essence de Diquini, dans la banlieue ouest de Port-au-Prince, pour prendre un *tap-tap* en direction du centre. De là, un autre *tap-tap* m'emmène à Pétionville, dans la banlieue sud. Je participe à la réunion de la rédaction, qui détermine les thèmes à traiter. Puis je prends un *tap-tap* pour me rendre sur les lieux de l'événement que l'on m'a chargé de couvrir.

En Haïti, le journalisme est un métier sacerdotal. En dépit de nos maigres ressources, nous faisons tout notre possible pour informer ce peuple qui nous fait confiance, car nous partageons ses problèmes. Je me souviens des jours qui ont suivi le séisme du 12 janvier 2010. Nous étions à la fois journalistes et victimes. Il fallait informer la population sur les précautions à prendre après cette catastrophe. Malgré la perte d'un être cher ou de notre maison, malgré un avenir incertain, notre travail était prioritaire. ■



Thomas Grabis/laif

# Des cerveaux en visite

Les universités et les écoles polytechniques suisses jouissent d'une excellente renommée internationale. Pour de nombreux chercheurs étrangers, la possibilité d'approfondir leurs travaux en Suisse constitue une précieuse carte de visite en vue de leur future carrière académique.



Comme la Lettonie (ci-dessus), de nombreux pays de l'Est ont vu baisser la qualité de la recherche depuis 1989.

(mr) Rares sont les universitaires des nouveaux pays membres de l'Union européenne (UE) qui ont la possibilité d'approfondir leurs recherches à l'étranger. Les coûts que cela implique sont bien trop élevés. Depuis l'effondrement du système communiste, en 1989, beaucoup d'universités d'Europe de l'Est ont vu baisser graduellement la qualité de leur recherche scientifique. C'est l'une des raisons pour lesquelles la DDC a décidé de financer des bourses destinées à des étudiants et à des doctorants originaires des nouveaux pays membres de l'UE, qui désirent se perfectionner dans l'une des hautes écoles suisses. Le programme, doté de 45 millions de francs, a été lancé en 2009 et se terminera en 2016. « Dans ce cadre, le rapport qui se crée entre les groupes de chercheurs étrangers et suisses revêt une importance centrale, car il constitue la base d'un partenariat entre deux universités. Ces liens perdurent souvent même au terme d'un travail de recherche ponctuel », souligne Mirko Manzoni, responsable du programme de bourses de la DDC.

## Séjour limité à 18 mois

Le programme soutenu par la DDC, qui s'inscrit dans le cadre de la contribution suisse à l'élargissement de l'UE, est mis en œuvre par la Confé-

rence des recteurs des universités suisses (CRUS), en collaboration avec des universités étrangères. D'ici 2016, il devrait bénéficier à quelque 350 chercheurs et chercheuses venus des pays suivants : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Tchéquie. « Initialement, il était prévu que les étudiants resteraient en Suisse durant un semestre. Or, nous avons dû constater que, dans bien des cas, cette période est trop courte pour achever une recherche sérieuse. Par conséquent, nous avons maintenant la possibilité d'accorder des fonds supplémentaires aux boursiers qui souhaitent prolonger leur séjour en Suisse », explique Mirko Manzoni.

En moyenne, les boursiers passent entre 12 et 18 mois dans une université helvétique. « Il serait problématique de les autoriser à étudier ici pendant une période plus longue, car certains d'entre eux pourraient décider de rester. À notre avis, cette option n'est pas souhaitable, car elle aggraverait encore la fuite des cerveaux. » ■

(De l'italien)

## Contribution suisse à l'élargissement

La Suisse contribue à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne élargie. Malgré des taux de croissance élevés, les nouveaux États membres de l'UE affichent en effet un niveau de prospérité relativement faible par rapport aux anciens membres. Ils accusent un retard important sur le plan du développement économique et social. Par sa contribution, la Suisse reconnaît l'importance de l'élargissement de l'UE et exprime sa solidarité. Parallèlement, elle pose les bases d'une relation économique et politique stable avec les nouveaux États membres.

# La chasse aux gaspillages d'énergie

L'Afrique du Sud veut réduire sa consommation d'énergie de 12% d'ici 2015. La DDC l'aide à atteindre ce but, en se concentrant sur l'habitat urbain, un secteur où le potentiel d'économies est considérable. Outre la modernisation du réseau électrique, son programme vise à limiter les gaspillages d'énergie dans la construction d'immeubles et la production de briques.



DDC (2)



*Dans les briqueteries, la construction de fours modernes permet non seulement de réduire la consommation de charbon, mais également d'améliorer les conditions de travail.*

## Un toit pour chacun

Le régime de l'apartheid confinait les Noirs dans des *townships* surpeuplés, sans mettre à leur disposition suffisamment de maisons en dur. Des millions de personnes vivaient alors dans des cabanes de tôle, de bois ou de carton, sans accès à l'eau et à l'électricité. En 1994, le premier gouvernement démocratique d'Afrique du Sud a promis d'offrir à chacun un logement convenable. Depuis lors, l'État a déjà fait construire 2,9 millions de logements à prix modéré. Ces maisonnettes d'un étage, alignées à la périphérie des villes, sont certes plus confortables que les baraques des *townships*, mais leur conception n'a rien d'écologique. Elles sont dépourvues non seulement d'isolation mais également de plafonds, si bien que rien ne retient la chaleur à l'intérieur des pièces. De surcroît, rares sont les constructeurs qui pensent à orienter le bâtiment en fonction de l'ensoleillement.

(jls) Pendant longtemps, les Sud-Africains ne se souciaient pas d'économiser l'énergie. Leur électricité est produite à partir du charbon, un minerai dont le pays possède d'immenses réserves. Comme elle ne coûte presque rien, on la gaspille allègrement. Ainsi, des maisons entières restent constamment allumées, car elles ne sont équipées que d'un interrupteur par étage. De même, l'absence d'isolation des bâtiments engendre d'importantes déperditions de chaleur.

Toutefois, le pays connaît depuis 2008 de graves pénuries d'électricité, les centrales ne parvenant plus à satisfaire une demande en forte hausse. Du fait qu'elle dépend presque exclusivement du charbon, extrêmement polluant, l'Afrique du Sud est en outre devenue l'un des principaux émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre par habitant. Face à cette situation, le gouvernement a adopté plusieurs stratégies visant à améliorer l'efficacité énergétique et à diversifier les sources d'énergie. Hormis une hausse massive du prix du courant, il a notamment fixé des règles concernant l'isolation des immeubles, leur conception et l'installation de chauffe-eau solaires. «Tous ces plans sont excellents, mais le pays manque de capacités pour les appliquer. Notre appui s'inscrit dans cette dynamique», note François Droz, chef du bureau de coopération de la DDC.

## Des compteurs fiables et des briques «vertes»

L'un des projets suisses vise à rationaliser le réseau électrique dans cinq villes pilotes. «La gestion des compteurs est désastreuse. Il existe beaucoup de connexions illégales. Les municipalités doivent d'abord établir un système de suivi de la consommation, puis définir une stratégie de distribution», souligne François Droz.

Un autre projet porte sur le renforcement des capacités au niveau national. On forme les inspecteurs qui vérifieront l'application des nouvelles normes d'efficacité énergétique. Il s'agit également de certifier la formation des entrepreneurs et des plombiers, notamment dans la mise en place de panneaux solaires et de pompes à chaleur.

Un troisième projet s'adresse aux briqueteries, lesquelles utilisent une méthode de production archaïque et très polluante : les briques cuisent pendant deux semaines dans un feu ouvert. La DDC a transféré en Afrique du Sud une technologie beaucoup plus écologique – un grand four muni de plusieurs cheminées – qui réduit de 60% la quantité de charbon nécessaire et améliore les conditions de travail du personnel. ■



# La Suisse se mobilise en faveur des pays arabes

Au lendemain des soulèvements populaires, d'importants défis économiques, politiques et sociaux attendaient les pays arabes. La Suisse a mis en œuvre au pas de charge un vaste programme d'aide impliquant plusieurs offices fédéraux. À elle seule, la DDC aura déjà lancé une vingtaine de projets d'ici la fin de l'année, principalement en Tunisie et en Égypte.



Johann Rousselet/Leif (2)



Dans les pays arabes, la Suisse s'emploie notamment à défendre les droits de la femme et à promouvoir le dialogue sur la démocratie.

(jls) La Suisse n'a pas tardé à soutenir le processus de transition en Afrique du Nord. En janvier et en février 2011, elle a bloqué les avoirs déposés dans ses banques par trois dictateurs arabes et commencé à préparer la restitution de cet argent aux populations qui en avaient été spoliées. Sur le terrain, la guerre en Libye a nécessité une intervention d'urgence. Dès fin février, l'Aide humanitaire de la Confédération a porté secours aux dizaines de milliers de personnes qui avaient fui les combats pour se réfugier en Tunisie et en Égypte, puis aux victimes des affrontements dans les zones libérées du pays.

Le 11 mars, le Conseil fédéral a décidé d'accompagner à plus long terme les peuples arabes dans leur marche vers la démocratie. Outre la poursuite des opérations humanitaires, il a adopté une stratégie d'intervention dans trois domaines : le développement économique, la transition démocratique et la migration.

## Du travail avant tout

Ce programme est réalisé par cinq offices fédéraux travaillant en synergie. La DDC, qui coordonne les opérations, a sensiblement élargi son aide existante. « Ces événements ont fortement détérioré la situation économique. C'est pourquoi notre priorité absolue a été de contribuer à créer des emplois

et de stimuler l'économie », souligne Gabriele Siegenthaler, chargée de programme pour l'Afrique du Nord à la DDC. En Tunisie, par exemple, la coopération suisse engage de jeunes diplômés au chômage pour réaliser plusieurs projets dans le secteur de l'eau. Ses activités se concentrent sur le gouvernorat de Kasserine, une région défavorisée : le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) construit deux stations d'épuration dans des villes, tandis que la DDC soutient l'approvisionnement en eau des zones rurales et l'irrigation. En Égypte, la DDC finance le développement de l'aquaculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire et de créer des emplois.

La DDC contribue également à la mise en place de structures démocratiques, transparentes et participatives. Ainsi, elle appuie la réforme du secteur de la sécurité (police, armée, garde civile, etc.) dans plusieurs pays. En Tunisie, elle aide la station régionale publique Radio Gafsa à réformer sa programmation, à former ses journalistes et à mettre en place un réseau de correspondants. D'autres projets visent à défendre les droits de la femme ou à promouvoir le dialogue sur la démocratie. ■

## Approche coordonnée

L'aide suisse à l'Afrique du Nord se fonde sur une approche gouvernementale cohérente. Elle est déployée conjointement par la DDC, le Seco, la Direction du droit international public, la Direction politique du DFAE et l'Office fédéral des migrations. Chacun de ces cinq acteurs réalise des activités dans un ou plusieurs des domaines sur lesquels la Suisse concentre son engagement. Le budget global est d'environ 160 millions par an en 2011 et 2012. La plus grande partie de cette somme (133 millions) sera affectée au développement économique. Le reste se répartit entre l'aide humanitaire, le soutien à la transition démocratique et la protection des migrants.

Des informations actuelles se trouvent sur le site [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch), « Pays », « Afrique du Nord »

# DDC interne



## Une assurance contre les catastrophes

(bm) Haïti compte parmi les pays les plus touchés par des catastrophes naturelles parfois dévastatrices. Selon des estimations, le séisme de janvier 2010 a causé des pertes et des dommages pour près de 8 milliards de dollars, ce qui représente plus de 120% du produit intérieur brut en 2009. Beaucoup de petits entrepreneurs ont tout perdu et sont dans l'incapacité de rembourser leurs crédits.

La plupart de ces sociétés sont implantées dans les régions rurales pauvres. Elles sont le plus souvent gérées par des femmes. Afin de réduire la vulnérabilité de ces dernières face aux catastrophes naturelles, la DDC a décidé de soutenir un projet novateur. Elle travaille en collaboration avec Fonkoze, une institution locale de microfinance qui offre des services financiers aux femmes rurales. Il s'agit d'assurer les clientes contre les risques de catastrophes. Si un tel événement se produit, les débitrices reçoivent une indemnisation forfaitaire (environ 125 dollars) dans les deux semaines qui suivent et ne doivent pas rembourser leur petit crédit. De plus, elles peuvent contracter un nouveau crédit pour continuer ou recommencer leurs activités, que ce soit dans le petit commerce ou l'agriculture.

*Durée du projet: 2011 –2014*

*Volume: 1 million CHF*

## Un réseau contre la corruption

(pde) En juin dernier, la DDC a signé le Code de conduite élaboré par le Réseau d'intégrité

de l'eau (WIN). Ce dernier a été fondé en 2006 pour encourager les initiatives visant à lutter contre la corruption et à améliorer la gouvernance dans

le domaine de l'eau et de l'assainissement au niveau mondial. Comme l'ont démontré Transparency International et WIN, la corruption affecte tant le secteur public que privé. Elle entraîne notamment une augmentation substantielle du prix de l'eau pour les ménages. Ce fléau nuit en premier lieu aux populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Il viole le droit de tout être humain à l'eau potable et à l'assainissement. WIN comprend plus de 1000 membres issus de la société civile, du secteur privé, d'instituts de recherche, des médias et d'agences de développement. La Suisse est l'un de ses partenaires. Elle le finance aux côtés de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suède. La DDC a fortement appuyé sa mise en place et siège au comité directeur.

*Durée du projet: 2009-2012*

*Volume: 500 000 CHF*

## Information indépendante en Tunisie

(unz) Soumis jusqu'ici au contrôle strict de l'État, les professionnels des médias tunisiens manquent d'expé-

rience et de savoir-faire pour jouer leur rôle dans la transition vers la démocratie. C'est pourquoi la DDC soutient un projet de la fondation lausannoise Hironnelle en faveur de Radio Gafsa. Il s'agit de faire de cet émetteur régional public un canal d'information professionnel qui s'adresse à environ 1,4 million d'auditeurs potentiels. La DDC finance d'une part la conception de nouvelles émissions destinées aux régions périphériques, où est née la révolution, ainsi qu'aux jeunes et aux femmes. Elle soutient d'autre part la formation du personnel: huit correspondants apprendront à couvrir l'information en direct dans les zones périphériques; des cours seront donnés sur la qualité des contenus, le journalisme d'investigation et l'animation professionnelle de débats publics consacrés à des sujets sensibles, comme les prochaines élections.

*Durée du projet: juillet 2011-juin 2013*

*Volume: 1,5 million CHF*

## Au fait, qu'est-ce qu'une chaîne de valeur ?

(bf) Le concept de chaîne de valeur vient de l'économie d'entreprise. Il englobe les activités successives qui constituent la «vie» d'un produit jusqu'à sa consommation – production, transformation, transport, commerce, distribution ou exportation. La promotion des produits issus du commerce équitable est un exemple classique d'une chaîne de valeur (axée sur l'exportation). Dans la coopération, cette approche permet notamment d'aider par des mesures ciblées les petites entreprises de pays en développement et en transition à mieux accéder aux chaînes de valeur et à y renforcer leur position. Le but est d'améliorer leur situation économique par divers moyens: augmentation de la valeur ajoutée au niveau local, diversification des produits, gestion de la qualité et sécurisation de l'accès au marché. Comme les autres agences de coopération, la DDC veille à ce que la plus grande part possible de

la chaîne de valeur ait pour cadre le pays en développement lui-même, afin que la population locale profite au maximum de la valeur liée au produit considéré. Elle soutient le renforcement des chaînes de valeur régionales et nationales. Il faut par exemple que l'État améliore les conditions faites aux petits producteurs, que ceux-ci forment des organisations paysannes, qu'ils puissent bénéficier de conseils et d'offres de formation, ou que l'on cherche avec les grandes entreprises des moyens de mieux les associer à la chaîne de valeur. De telles mesures renforcent la position des producteurs (qui sont souvent des petits paysans, mais aussi des micro- ou petites entreprises). Elles permettent également d'améliorer la sécurité alimentaire du pays, de créer des emplois et des revenus, de promouvoir une économie saine et diversifiée et d'en accroître le rendement ainsi que la compétitivité.

# Le marché lucratif des semences

Depuis la fin des années 90, certains pays autorisent la culture de plantes génétiquement modifiées. Selon les producteurs de semences, le succès est au rendez-vous. De leur côté, les opposants estiment que le bilan final reste très éloigné des résultats promis. À leur avis, les végétaux transgéniques ne constituent pas une solution pour combattre la faim dans les pays pauvres. De Maria Roselli.



Jörg Böhmig/Still Pictures

Les chercheurs de l'Institut international de recherche sur le riz, aux Philippines, travaillent sur des variétés de riz génétiquement modifié.

Dans le monde agricole, aucun sujet n'a suscité une controverse aussi virulente que le recours aux organismes génétiquement modifiés (OGM). Depuis des décennies, les chercheurs mettent en garde contre les risques que présente cette technologie pour l'homme et la nature. De leur côté, les multinationales, détentrices des brevets, nient l'existence de tout danger. Elles affirment même que le génie génétique contribue à lutter contre la faim, car il permet de produire non seulement davantage de denrées alimentaires, mais aussi à des prix intéressants, ce qui les rend plus accessibles aux populations défavorisées.

Pesant plusieurs milliards de dollars, le marché des semences transgéniques est dominé par six multinationales: Monsanto en contrôle la majeure partie, tandis que Dupont, Syngenta, Bayer, Dow et BASF se partagent le reste.

On cultive des végétaux transgéniques – principalement du soja, du maïs, du coton et du colza – à l'échelle commerciale depuis la fin des années 90. Dans le cas du soja, ces nouvelles cultures représentent désormais 64% des récoltes mondiales. La proportion atteint 38% pour le coton. Les principaux producteurs sont les États-Unis, le Brésil, l'Argentine, l'Inde, le Canada et la Chine, qui totalisent ensemble 95% des cultures transgéniques. Toutefois, quelques pays en développement misent aussi sur les OGM.

## Sombres perspectives

Les derniers chiffres de l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sont décevants. Si la sous-alimentation a sensiblement reculé dans le monde en 2010, elle frappe toujours 925 millions de personnes. La situation s'est net-

## Le génie génétique dans l'agriculture

La technologie génétique est utilisée pour modifier le patrimoine génétique d'organismes végétaux en y introduisant des gènes spécifiques. Actuellement, on recourt surtout à deux types de procédés. Le premier consiste à mettre au point des plantes qui résistent aux herbicides. Leur matériel génétique est modifié de telle sorte qu'un herbicide donné ne peut plus rien contre elles. Deux tiers environ des végétaux transgéniques cultivés de nos jours présentent cette caractéristique. Avec le second procédé, on insère dans les plantes des séquences génétiques du *Bacillus thuringiensis* (Bt), une bactérie largement utilisée comme insecticide. Les plantes ainsi modifiées résistent ensuite aux attaques d'insectes.

### La position de la DDC

En matière de développement rural, la DDC centre ses efforts sur le soutien aux petits paysans. Son objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire grâce à une gestion durable des ressources naturelles et au développement des connaissances locales sur les modes de culture appropriés. Les défis actuels, tels que le changement climatique, la raréfaction des ressources énergétiques et la modification des habitudes alimentaires, sont toujours plus complexes. Accroître la productivité ne suffira pas à les maîtriser. La recherche et l'innovation jouent un rôle clé. On ne peut pas ignorer le potentiel du génie génétique, mais il convient de l'aborder en même temps que d'autres approches et dans le respect des accords internationaux sur la biodiversité et la sécurité biologique. La DDC adopte dès lors une position nuancée. Elle estime qu'il faut évaluer la pertinence des technologies génétiques au niveau national dans les pays du Sud, en veillant à ce que les décisions soient prises en toute connaissance de cause. Le but est de trouver des solutions fiables, durables et propices au développement pour le secteur agricole de ces pays.



*Selon les opposants au génie génétique, la mise au point de végétaux transgénétiques profite aux multinationales plutôt qu'aux petits paysans (ci-dessus en Ouganda).*

tement améliorée en Asie, mais l'embellie est moins perceptible en Afrique subsaharienne, où un habitant sur trois souffre toujours de la faim.

Il est d'ores et déjà évident que nous n'atteindrons pas le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement, qui consiste à réduire de moitié la proportion d'affamés d'ici 2015. Aux causes économiques et structurelles de ce fléau vient s'ajouter le changement climatique, qui joue un rôle croissant. Ses effets néfastes, tels que sécheresses extrêmes et inondations, frappent en premier lieu les habitants des pays en développement. Ce contexte amène de l'eau au moulin des partisans des technologies génétiques.

### Aucun bienfait pour la petite paysannerie

Tina Goethe, responsable de ces questions chez Swissaid, estime que «les OGM ne peuvent pas apporter une contribution substantielle à la lutte contre la faim dans le monde». C'est également la conclusion à laquelle parvient une première analyse exhaustive des données collectées durant vingt ans de recherche et treize ans de commercialisation de végétaux génétiquement modifiés aux États-Unis.

Selon Tina Goethe, la commercialisation des OGM profite surtout aux grandes multinationales, et pas aux petits paysans du Sud, car la recherche en tech-

nologies génétiques se concentre sur les besoins de l'agriculture industrielle. «La mise au point de plantes transgénétiques coûte très cher. Pour que l'investissement soit rentable, on développe donc des plantes qui seront cultivées à grande échelle. Or, les petits paysans ont besoin de variétés améliorées qui soient adaptées à leurs cultures et aux conditions locales.»

Pour cette experte, la faim n'est pas due à l'insuffisance de la production alimentaire. Depuis 1970, celle-ci a en effet augmenté plus rapidement que la population. «La faim relève de la répartition des surfaces agricoles et des revenus : les pauvres n'ont pas assez de terres pour se nourrir», souligne Tina Goethe. Le Rapport sur l'agriculture mondiale, publié en 2008, affirme qu'il importe de revoir les grandes orientations dans ce domaine : abandonner l'agriculture à forte intensité de capital et de ressources, pour se tourner vers une économie agraire naturelle et durable, basée sur la petite paysannerie.

### Divergences sur les risques

Ingo Potrykus, professeur émérite à l'EPFZ et co-inventeur du «riz doré» transgénétique, est d'un tout autre avis. À ses yeux, la culture d'OGM ne présente aucun risque pour l'homme et l'environnement. Il juge donc «insensée» la réglementation

«laborieuse et coûteuse» à laquelle ces végétaux sont aujourd'hui soumis. Pour preuve de leur innocuité, il relève que des aliments génétiquement modifiés sont commercialisés depuis au moins douze ans dans nombre de pays et qu'ils n'ont encore provoqué aucune maladie.

«Ces produits subissent des contrôles très stricts. Et pourtant, aucune étude scientifique n'a encore démontré jusqu'ici que les plantes transgéniques comportent des risques», assure Ingo Potrykus. Une affirmation que conteste Tina Goethe avec véhémence: «Il existe depuis des années toute une série d'études qui font état du danger potentiel de ces végétaux. Mais on discrédite systématiquement les chercheurs qui osent dénoncer les risques. Pendant ce temps, les multinationales commandent des expertises destinées à consolider leurs théories.» Une fois encore, Ingo Potrykus balaie ces arguments: «L'UE, très critique à l'égard des technologies génétiques, inonde de subsides les chercheurs qui prétendent identifier des risques. Ce sont là des travaux très lucratifs!»

### Du riz transgénique contre les carences en vitamine A

Le professeur émérite a consacré la majeure partie de sa carrière scientifique à mettre au point un riz transgénique destiné à lutter contre la malnutrition

---

«Nous remettons gratuitement le riz doré aux producteurs de semences.»

---

dans les pays en développement. Les gens qui se nourrissent presque exclusivement de riz souffrent souvent de carences en vitamine A. Le riz doré a été modifié de telle sorte que ses grains produisent eux-mêmes de la provitamine A.

Divers pays asiatiques s'emploient aujourd'hui à développer des variétés de riz doré. C'est aux Philippines que les travaux sont les plus avancés. La commission nationale de sécurité biologique devrait autoriser la production en 2012 déjà. Ce riz sera distribué au Bangladesh l'année suivante, au Viêt-nam et en Inde en 2014, puis en Chine et en Indonésie dès 2016.

«Nous remettons gratuitement le riz doré aux producteurs de semences», explique Ingo Potrykus. «Pour le consommateur, il ne sera toutefois pas moins cher que les variétés traditionnelles. Les se-



*Jusqu'à récemment, l'opposition aux organismes génétiquement modifiés (OGM) s'est manifestée surtout en Europe et aux États-Unis. Aujourd'hui, la résistance grossit également dans les pays en développement et émergents.*

menciers doivent en effet le multiplier comme les autres végétaux et ils le vendront donc au prix du marché.»

### Moratoire sur une aubergine transgénique

Reste toutefois à savoir comment le riz transgénique sera accueilli par les consommateurs. Un cas récent survenu en Inde montre que les denrées génétiquement modifiées suscitent une résistance croissante, même dans les pays émergents et en développement.

En Inde, on récolte chaque année plus de 8,5 tonnes d'aubergines et cette culture assure un revenu à 5 millions de familles. En octobre 2009, le comité d'autorisation a donné son feu vert à l'aubergine transgénique Bt-Brinjal, mise au point par le semencier Mahyco, une filiale indienne de Monsanto. Dès le début de 2010, les agriculteurs auraient donc pu en principe commencer à cultiver. Bien que l'Inde produise déjà du coton transgénique, diverses associations se sont vivement opposées à cette autorisation, notamment parce que l'aubergine compte parmi les aliments de base en Inde. Lorsque des chercheurs ont de surcroît émis des doutes sur l'innocuité de la Bt-Brinjal, la pression de l'opinion fut telle que le gouvernement indien a finalement dû faire marche arrière et décréter un moratoire. Une belle victoire d'étape pour les opposants. ■

*(De l'allemand)*

# La Cendrillon des précipices



Luis Fernando Mogro

C'est en septembre que nous nous sommes rendus à Las Barrancas. À cette saison, le Tarija, département du sud de la Bolivie, est balayé par les vents. Nous avons attendu nos hôtes au bord de la route. Tout à coup, Marisela est apparue, les cheveux en désordre. Elle avançait en soulevant un nuage de poussière. Au loin, on apercevait des dizaines de toits bleus. Des drapeaux rouges et blancs flottaient à côté des habitations.

Marisela attirait l'attention. La coquetterie de ses 13 ans lui avait fait teindre ses cheveux en blond. De grands yeux noirs et des lèvres charnues se détachaient sur son teint clair. Elle était très mince. «Fany demande que vous l'attendiez quelques minutes», dit-elle. En bavardant pour faire passer le temps, elle précisa: «Fany est ma belle-mère.»

C'est ainsi que nous avons découvert Las Barrancas (les précipices), un bidonville situé sur des terres en pente et érodées, où vivent environ 5000 familles

d'immigrants. «Nous sommes illégaux, nous n'avons accès ni à l'électricité, ni aux services publics. Nous cuisinons au bois, voilà pourquoi Marisela est pleine de suie», a expliqué Fany. Munis de seaux, des enfants faisaient la queue devant l'unique robinet.

Venant de la zone rurale du Tarija, Marisela s'est installée ici en 2008 avec sa famille. Elle s'y est fait des amis de différentes couleurs de peau, pour la plupart très minces, comme elle. Ils partagent le froid de l'hiver, les tourbillons de poussière en automne, l'obscurité de la nuit et la clarté de la lune. Ils se racontent les dernières nouvelles, des histoires de délinquants ou les disputes entre voisins. «J'ai déjà vu trois bagarres et on m'en a raconté une», a souligné Marisela.

Le bidonville de Las Barrancas a ceci de particulier qu'il est très proche du centre-ville. Un nouveau quartier est en train d'émerger juste en face et de grandes villas se construisent à

dix minutes au nord. Pendant des dizaines d'années, on ne trouvait ici que des ravins et de l'argile. Jusqu'à l'arrivée des premiers immigrants il y a quatre ans.

Grâce à une bourse, Marisela peut se rendre tous les jours dans une école en ville.

L'enseignement est de meilleure qualité que celui dispensé à Las Barrancas. «À l'école, seule mon amie Ada sait où je vis», nous a-t-elle confié.

Ce jour-là, Fany nous a demandé de revenir: «Vous devriez voir comment c'est quand il pleut.» Nous sommes donc retournés à la mi-octobre, par un temps très orageux. Maisons inondées, sentiers et chemins presque impraticables. Nous avons laissé la voiture au bord de la route. Nous avions de la boue jusqu'aux genoux.

Fany et son mari étaient inquiets, car Marisela se rendait pour la première fois à une fête avec Ada. Il fallait s'organiser. «Maintenant, nous devons aller à

l'arrêt du bus. Elle a déjà des sacs en plastique pour protéger ses chaussures», expliqua le père. Tout avait été réglé pour que la jeune fille échappe aux dangers de Las Barrancas. «Ton frère viendra te chercher à 23h30. Et je vous attendrai ici à minuit, sans faute», dit-il à une Marisela visiblement émue.

Nous avons proposé d'emmener nous-mêmes la jeune fille à destination. La voiture du journal serait son carrosse. À l'intérieur, elle a enlevé les sacs plastique qui entouraient ses chaussures et les a remis à son frère. Devant le portail de la fête, Ada l'attendait, les yeux brillants de plaisir. Nous avons rappelé à Marisela l'heure de rentrée. «On dirait Cendrillon», lui ai-je dit en plaisantant. «Je ne lui ressemble pas», répondit-elle. Je l'imaginai à minuit, quand, sous la protection de son frère, elle disparaîtrait dans l'obscurité de Las Barrancas. Avec ses pantoufles de verre sur le sentier détrempé. De la musique et des lumières plein la tête. ■

(De l'espagnol)



**Rafael Alberto Sagárnaga López**, 47 ans, de nationalité bolivienne, est journaliste et linguiste. Il dirige le mensuel *Día D* et la revue de chroniques spécialisées *Pie Izquierdo*. Ses reportages et ses articles sont repris par les principaux suppléments dominicains des quotidiens boliviens ainsi que par divers médias étrangers. Il a reçu plusieurs prix nationaux et internationaux.

# Humour, art, culture et colère



David Piller/Stratix

La contre-révolution est en marche dans les pays arabes. Selon l'écrivain égyptien Khaled Al Khamissi, qui a participé aux manifestations de la place Tahrir au Caire, des «démocraties de façade» vont se mettre en place ces prochains temps. Cependant, les populations finiront par se doter de systèmes politiques basés sur la justice sociale et la liberté. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.

**Un seul monde: Partie de Tunisie, la révolte populaire s'est propagée rapidement à la plupart des pays arabes. L'effet domino explique-t-il à lui seul cet embrasement?**

**Khaled Al Khamissi:** L'effet domino n'a rien à voir avec les révolutions arabes. Celles-ci ont été provoquées par des réalités sociales et politiques. Les pays de la région ont beaucoup de choses en commun. Leurs populations étaient totalement bafouées depuis quarante ans par des régimes d'une bêtise incommensurable. Partout, des dictateurs accaparaient les richesses

nationales, violaient les droits de l'homme et combattaient toute forme d'expression culturelle. Il était logique que la situation explose partout en même temps. L'humiliation était allée trop loin.

**Quel rôle la culture a-t-elle joué dans les révolutions arabes?**

Elle a joué un rôle primordial, comme dans toutes les révolutions d'ailleurs. En Égypte, le processus révolutionnaire a commencé après les élections de 2005. La culture a repris ses droits et on a assisté alors à une

véritable explosion d'œuvres de qualité dans le domaine musical, littéraire, théâtral, etc. Des librairies et des maisons d'édition se sont ouvertes dans tout le pays. Un phénomène de résistance numérique est également né à ce moment-là: les gens filmaient avec leur téléphone portable des brutalités policières ou des actes de corruption, puis les diffusaient sur YouTube; les internautes se servaient de Twitter et des blogs pour propager rapidement des informations. Petit à petit, tout cela a conduit à la révolution de janvier dernier. Durant ces événements, l'art a

d'ailleurs occupé une place centrale. Chanteurs, comédiens et poètes se produisaient un peu partout, brocardant avec beaucoup d'humour le régime de Moubarak. Humour, art, culture et colère: voilà les quatre ingrédients du cocktail qui a fait le génie de la révolution égyptienne.

**Les manifestants ont-ils obtenu ce qu'ils demandaient?**

Les Égyptiens sont descendus dans la rue pour réclamer la justice sociale et la liberté. Pour l'instant, ils n'ont obtenu que le départ du dictateur. La contre-



Les images de la place Tahrir, au Caire, illustrent notamment le rôle de la culture dans la révolution égyptienne.

révolution, incarnée par l'armée et les islamistes, empêche la concrétisation des revendications populaires. Au cours des mois ou des années qui viennent, des forces contre-révolutionnaires vont mettre en place des systèmes politiques conservateurs aussi bien en Égypte qu'en Tunisie et en Libye. Elles vont changer quelques têtes et créer des démocraties de façade qui serviront les intérêts des États-Unis, de l'Europe et des monarchies pétrolières. Mais cela ne va pas durer longtemps. D'ici quelques années, les populations arabes feront émerger des systèmes politiques plus rationnels et plus humains. Elles se doteront de gouvernements basés sur la justice sociale, les droits de l'homme et la défense des minorités. Je suis certain que nous finirons par réaliser les idéaux révolutionnaires.

#### Qu'est-ce qui vous rend si confiant ?

Pendant des décennies, les populations arabes étaient paralysées. Elles pensaient qu'il ne servirait à rien de descendre dans la rue. Ce sentiment a totalement disparu aujourd'hui. Les gens connaissent leur force. Ils savent qu'en agissant ensemble, ils ont le pouvoir de changer leur vie et

le système politique. Cela, personne ne pourra le leur enlever. La vraie révolution, c'est ce qui se passe dans la tête des gens. Cette révolution psychologique sera déterminante dans les années qui viennent. Depuis la chute de Moubarak, les Égyptiens sont déjà redescendus plusieurs fois dans la rue et ils le feront aussi longtemps qu'il le faudra.

#### Les pays donateurs vont octroyer des fonds importants aux pays arabes pour accompagner la transition. À quoi devrait être utilisée cette aide, selon vous ?

Le problème actuel de l'aide, c'est qu'elle est conçue par les Occidentaux et allouée principalement à des gouvernements. Or, les Européens et les Américains ne comprennent rien au monde arabe. De leur côté, les gouvernements récipiendaires ne s'intéressent pas vraiment au développement. Ils défendent leurs propres intérêts, et ceux-ci n'ont rien à voir avec ceux du pays qu'ils dirigent. Les peuples sont vrais, pas les gouvernements. C'est pourquoi je recommande aux bailleurs de fonds d'intensifier leurs contacts avec la société civile. Pour répondre aux vrais besoins, l'aide étran-

gère devrait se baser sur un plan élaboré par des personnalités nationales travaillant à titre bénévole. Je suggère de désigner dans chaque pays des comités d'au moins quinze membres : intellectuels, juristes, artistes, etc. Ce comité ferait des propositions aux donateurs sur la manière d'utiliser les fonds afin de promouvoir un vrai développement.

#### Et dans quels domaines fixeriez-vous les priorités ?

Je penserais en premier lieu à la culture et à l'éducation, car elles constituent les bases du développement tant social qu'économique. L'Égypte n'est pas un pays pauvre, mais ses richesses sont réparties de manière très inégale. Pour combattre le chômage et améliorer les conditions de vie de la population, il s'agit d'abord de changer les mentalités. C'est à travers la littérature, la musique, le cinéma et, bien entendu, l'enseignement que nous le ferons. Sans culture ni éducation, nous n'arriverons à rien du tout. ■



**Khaled Al Khamissi** est né au Caire en 1962. Après avoir effectué sa scolarité dans un lycée français, il étudie les sciences politiques à l'Université du Caire. En 1986, il part pour la France et poursuit des études postgraduées en relations internationales à la Sorbonne. De retour au pays, il crée une maison d'édition, puis une société qui réalise des projets culturels. En 2005, il se lance dans l'écriture. Son premier livre, *Taxi*, paru en 2006, connaît un grand succès en Égypte et dans le monde arabe. Il sera traduit dans une dizaine de langues. En 2009, Khaled Al Khamissi publie *L'Arche de Noé*, un roman sur le thème de l'émigration. Il a également rédigé des scénarios de films et tient des chroniques régulières dans deux quotidiens : *Al-Shorouk* en Égypte et la *Süddeutsche Zeitung* en Allemagne.



# Service

50 JAHRE DEZA  MEHR ALS HILFE

50 ANS DDC  AU-DELÀ DE L'AIDE

50 ANNI DSC  OLTRE L'AUTO



Jean-Claude Moschetti/IFEA/Agf

## L'égalité des sexes est encore loin

(bm) Les inégalités entre sexes représentent toujours un défi de taille pour la DDC dans sa lutte contre la pauvreté. Bien que des progrès aient été enregistrés, les femmes sont encore très souvent victimes de différentes formes de discrimination. Ce sont surtout elles qui portent le poids de la pauvreté. En raison de leurs multiples activités non rémunérées (soins à la famille,

éducation des enfants, ménage, etc.), les femmes sont souvent les perdantes de la croissance économique. Tel est le bilan dressé par la DDC dans une nouvelle brochure intitulée *Valeur ajoutée*, qui livre les réflexions d'experts sur un développement économique plus juste entre hommes et femmes. Cette publication sera présentée le 8 décembre à Berne lors d'une manifestation organisée pour le cinquantième anniversaire de la DDC. Un débat sur l'égalité aura lieu dans ce cadre. Il réunira Anne Zwahlen, pionnière des questions de genre à la DDC, Jean-Daniel Vigny, chef de la délégation suisse à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, et Lina Abou Habib, directrice du Collective for Research and Training Action. Cet organisme non gouvernemental œuvre pour l'égalité des sexes, la citoyenneté et les droits économiques des femmes au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

*Vernissage de la brochure « Valeur ajoutée » et débat sur les questions de genre, jeudi 8 décembre dès 17h00, Cinematte, Berne. Informations et commandes: [gender@deza.admin.ch](mailto:gender@deza.admin.ch). Réseau DDC sur le genre: [www.sdc-gender-development.net](http://www.sdc-gender-development.net).*

**50 ans de la DDC:** le site [www.deza.admin.ch/50years](http://www.deza.admin.ch/50years) fournit des informations sur les manifestations et les activités organisées durant l'année du jubilé.

## Formation continue

### Formation postgrade

Voici les cours proposés par l'EPFZ durant le semestre de printemps 2012 dans le cadre de la préparation au diplôme post-grade pour les pays en développement (Nadel):

Planification et suivi de projets (20-24.2)

Promotion de la paix dans la coopération internationale (27.2-2.3)

Promotion du secteur privé (5-9.3)

Développement institutionnel: approches et méthodes (12-16.3)

Évaluation de projets (27-30.3)

Corruption et lutte contre la corruption dans les pays en développement (3-5.4)

Décentralisation et gouvernance

locale dans le processus de développement (11-13.4)

Analyse de l'efficacité: théorie et pratique (17-20.4)

Promotion de moyens d'existence durables: approches et mise en œuvre (23-27.4)

Développement des capacités dans la coopération internationale (2-4.5 et 4.6)

Gestion financière et rentabilité de projets de développement (7-11.5; pour les élèves avancés: 9-11.5)

Développement industriel et environnement (14-16.5)

Planification et suivi de projets (21-25.5)

Urbanisation: tendances et conséquences pour la coopération au développement (29.5-1.6)

Changement climatique et coopération au développement (5-8.6)

Formation d'animateurs (11-15.6)

Le cycle 2012-2014 de la Maîtrise d'études avancées en développement et en coopération débutera en septembre 2012. Cette formation de vingt mois est ouverte à tous les titulaires d'un diplôme universitaire. *Informations et inscriptions: EPFZ, Nadel, tél. 044 632 42 40, [www.nadel.ethz.ch](http://www.nadel.ethz.ch)*

### Recherches sur le genre

Le Centre interdisciplinaire d'études sur le genre (IZFG) de l'Université de Berne organise début 2012 deux modules du Certificat d'études avancées

« Genre, justice et mondialisation »:

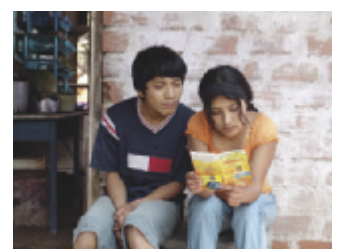
Module F (30.1-1.2): *Conflict, violence and displacement: gender questions of humanitarian aid and peace building*. Analyse des conflits armés, des situations post-conflit, de la préservation de la paix et de l'aide humanitaire selon la perspective de genre; élaboration de méthodes visant à intégrer cette perspective dans les actions humanitaires.

Module G (2-4.2): *Negotiating gender and cultural difference in contemporary societies*. Ce module se penche en particulier sur la notion de culture et sur son importance dans les processus actuels de politique sociale ainsi que sur l'opposition entre les droits universels et le droit à la différence culturelle dans une société dite multiculturelle. Des mesures politiques sont débattues.

*Langue: anglais. Inscriptions: [cas@izfg.unibe.ch](mailto:cas@izfg.unibe.ch), jusqu'au 30.12.2011. Informations complémentaires: [www.izfg.unibe.ch](http://www.izfg.unibe.ch)*

### Le Pérou vu de l'intérieur

**Films** (bf) C'est dans les Jardines del Paraíso (jardins du paradis), un quartier pauvre de Lima, que le réalisateur péruvien Héctor Gálvez a situé l'action de son premier long métrage de fiction. Tout a commencé lorsqu'on a chargé d'organiser un atelier vidéo dans cette banlieue. Sur place, le cinéaste a trouvé des jeunes qui ne cherchent qu'à sortir de la misère sociale et qui l'ont profondément touché. Il s'est inspiré de conversations avec eux pour écrire son scénario.



# Service

rio. Les héros du film se nomment Joaquín, Antuanet, Sara, Lalo et Mario. Nous les suivons dans leur quotidien, en compagnie de leurs copains, au sein de leurs familles. Certains vont à l'école, d'autres essaient de grappiller quelques sous ici ou là dans des petits boulots qui ne les mènent cependant pas loin. Héctor Gálvez donne de la dignité non seulement aux habitants des Jardines del Paraíso, mais aussi à tous les jeunes des banlieues pauvres du monde entier. Le film a pu voir le jour avec l'appui du fonds suisse Visions Sud Est. Le DVD contient en outre un entretien avec le réalisateur.

Héctor Gálvez: «*Paraíso*»; DVD paru dans l'édition Trigon-Film. Informations: 056 430 12 30 et [www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

## Les gardiens des semences

(dg) La diversité végétale est sérieusement menacée, à la fois par le développement d'espèces génétiquement modifiées et par les changements climatiques. Le film *Seed Warriors*, réalisé par les Suissesses Mirjam von Arx et Katharina von Flotow, décrit deux démarches qui ont pour but de sauvegarder la sécurité alimentaire. D'une part, sur l'île du Spitzberg, dans l'archipel norvégien de Svalbard, on a achevé en 2008 la construction d'une véritable « chambre forte mondiale des semences ». D'autre part, la diversité des semences sert de base pour opérer des croisements et développer des plantes plus résistantes au stress. En suivant ces deux approches, le film illustre les liens entre biodiversité, approvisionnement alimentaire et changements climatiques. Il soulève ainsi l'une des questions les plus cruciales pour l'avenir de l'humanité.

Mirjam von Arx et Katharina von Flotow: «*Seed Warriors*», Suisse



2009, documentaire, 52 minutes, dès 15 ans. Distribution/vente: Éducation et développement, tél. 021 612 00 81, [féd@globaleducation.ch](mailto:féd@globaleducation.ch) Informations: service Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, [www.filmeinewelt.ch](http://www.filmeinewelt.ch)

## Nos rêves sont nos armes

**Musique** (er) Durant les soulèvements populaires récents de Tunisie et d'Égypte, de nouveaux morceaux de musique ont vu le jour. Ils accompagnaient notamment les vidéos des manifestations, mises en ligne par des internautes. Parus sur YouTube, ces clips ont été visionnés des millions de fois. Certaines chansons sont même devenues de véritables hymnes révolutionnaires. On y trouve des messages poignants, comme *Tunisie libre!* de la célèbre chanteuse tunisienne Zohra Lajnef, ou *Sawt Al Houriya* (la voix de la liberté), un petit bijou mélodieux proposé par Hany Adel et Amir Eid, qui sont certainement les meilleurs rockeurs égyptiens. Le solo subtil de la soprano tunisienne Alia Sellami, de même que les sons émis en soufflant dans des bouteilles ouvertes font aussi partie de la musique révolutionnaire. Network Medien,



un label allemand de musiques du monde, a réuni les quatorze principaux morceaux du Printemps arabe sur un CD accompagné d'un excellent livret explicatif. Ce document historique grandiose se distingue par une musique originale qui dénonce les abus, rassemble l'opposition, suscite l'espoir et donne le courage de commencer une nouvelle vie.

Divers artistes: «*From the Kasbah/Tunis to Tahrir Square/Cairo and back – Our dreams are our weapons*» (Network Medien/Musikvertrieb)

## Fusion des chants séfarades et de l'électro

(er) De sa voix au timbre quasi enfantin, Emmanuelle Rouvray interprète d'anciens chants séfarades qui racontent des amours brisées et d'autres aléas de la vie. Les textes sont en ladino, la langue judéo-espagnole parlée aux 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> siècles par les juifs chassés de la péninsule Ibérique. Puis Thomas Baudriller plonge ce chant dans l'ère de la techno et de la house. Il concocte un riche assemblage de sons, en utilisant également des souvenirs sonores glanés aux quatre coins de la planète, tels le brouhaha d'enfants qui jouent au Maroc ou l'arrivée d'un taxi à Cuba. Le multi-instrumentiste saupoudre ce savant mélange d'échantillons joués par une clarinette klezmer, un violon, un sanza (piano africain à pouces) ou divers instruments asiatiques. À cela s'ajoutent les sons que Thomas Baudriller tire de sa contrebasse ou de sa mandoline et les percussions d'Emmanuelle Rouvray. Le duo breton Mazal a ainsi ciselé dix morceaux complexes, dont la créativité sublime ne transparaît qu'après plusieurs écoutes.

Enchanteur et captivant, cet album est aussi résolument dansant. Mazal: «*Axerico en Selanik*» (Tzadik/online)



## L'univers musical des Caraïbes

(er) Il y a longtemps que la world music s'invite au Paléo Festival. Cette année, les sons et les rythmes des Caraïbes étaient à l'honneur dans le Village du monde. Une compilation composée avec soin et une grande clairvoyance immortalise le programme concocté pour l'occasion: les morceaux (déjà publiés) de 17 groupes qui se sont produits à Nyon expriment un univers musical marqué par l'esclavage et le colonialisme. Plusieurs genres musicaux en font partie: l'electro-cumbia, que célèbre de sa voix acérée la chanteuse Liliana Saumet, du quatuor colombien Bomba Estéreo; le latin jazz, incarné avec virtuosité par le légendaire pianiste cubain Chucho Valdés; la soca aux accents reggae de la chanteuse Calypso Rose, née il y a 71 ans dans la République de Trinidad et Tobago; les rythmes traditionnels vaudous, que le groupe haïtien Boukman Eksperyans associe avec audace à des sonorités modernes. Bref, une palette musicale riche en couleurs, qui incite à se plonger sans retenue dans le monde fascinant et contrasté de la musique des Caraïbes.

Divers artistes: «*Caraïbes! Paléo Festival Nyon – Village du Monde 2011*» (Paléo Festival Nyon/Disques Office)

## Après nous, le déluge?

(bf) Un professeur en chimie de l'environnement (René Schwarzenbach), un journaliste



Jens Grossmann/daf

(Christian Rentsch), un graphiste (Lars Müller) et un environnementaliste (Klaus Lanz). Voilà l'équipe qui est parvenue à compiler de manière simple et compréhensible les connaissances actuelles sur un problème à la fois quotidien et mondial: le changement climatique. L'ouvrage *Mensch Klima!* se distingue des autres livres sur cette question par sa conception visuelle: il utilise sciemment la force des images pour plonger le lecteur dans le sujet. De grandes photos et des infographies accompagnent cet essai fouillé qui aborde le climat sous l'angle historique, scientifique et politique. Les auteurs répondent aussi à une série de questions récurrentes. Pourquoi la planète se réchauffe-t-elle? À quelles conséquences faut-il s'attendre? Que faire pour les éviter? Qui décide de l'avenir? Pourquoi le changement climatique touche-t-il en particulier les habitants des pays en développement?  
*René Schwarzenbach, Lars Müller, Christian Rentsch et Klaus Lanz: «Mensch Klima! Wer bestimmt die Zukunft?», en collaboration avec le Département des sciences de l'environnement de l'EPFZ; Lars Müller Publishers, 2011*

### Aïcha, Moussa et Zawadi

(bf) La journaliste alémanique Elisabeth Kaestli a vécu pendant quatre ans en Tanzanie. Rentrée en Suisse en 2010, elle a retracé dans un livre l'histoire de treize hommes et femmes qu'elle a connus sur place. Agrémentés de photos, ces récits évoquent la lutte pour la survie, l'art de vivre, la capacité à faire face aux circonstances, la confiance, la disponibilité et la cordialité. Ils sont accompagnés de brefs textes, dans lesquels l'auteure décrit son expérience de Blanche vivant dans un pays d'Afrique de l'Est.  
*Elisabeth Kaestli: «Aïsha, Moussa, Zawadi...», Limmat Verlag, Zurich, 2011*

### La démocratie et le pouvoir

(bf) «Quelles que soient les différences qui séparent les bouleversements survenus depuis le début de cette année dans les pays arabes, l'armée et la police ont répondu avec une violence des plus brutales aux manifestations, aux révoltes et aux mouvements populaires.» Tel est le constat qui figure dans l'éditorial du magazine semestriel alémanique *Widerspruch*. Le dernier numéro est essentiellement consacré à la démocratie et au pouvoir. Comme toujours, il contient des articles fouillés et passionnants écrits par des auteurs renommés. On y trouve ainsi un essai de l'économiste franco-égyptien Samir Amin

sur le Printemps arabe, une interview de l'avocate égyptienne Nehad Abu El Komsan, qui défend les droits des femmes, ou encore un article de la sociologue bâloise Anni Lanz, consacré à la migration sous l'angle des soins.

«*Widerspruch 60: Demokratie und Macht*», disponible en librairie ou auprès de la rédaction de «*Widerspruch*», Case postale, 8031 Zurich; [www.widerspruch.ch](http://www.widerspruch.ch)

### Des spécialistes du DFAE viennent à vous

**Divers** Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.  
*Informations: Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53 / 44 12; fax 031 324 90 47 / 48; courriel: [info@eda.admin.ch](mailto:info@eda.admin.ch)*

## Coup de cœur



Nicolas Righetti/iezo.ch

### La force du cinéma polonais

La cinéaste vaudoise Séverine Cornamusaz a obtenu en 2010 le prix du meilleur film suisse de l'année pour «*Cœur animal*», son premier long métrage.

La Pologne a été mon école de cinéma. Je me suis formée auprès de réalisateurs de renom. Mon maître fut Wojciech Marczewski. En 2000, j'ai suivi un cours passionnant qu'il donnait à Berlin et à Zurich. Plus tard, il a ouvert une école de cinéma à Varsovie avec Andrzej Wajda. Je m'y suis inscrite pour préparer *Cœur animal*. Nous étions également encadrés par d'autres cinéastes chevronnés, comme Agnieszka Holland. Ces hommes et ces femmes sont aujourd'hui âgés de 60 à 85 ans. Leur grande force réside dans le langage visuel, car ils ont dû contourner pendant des années la censure imposée par le régime communiste. Malgré ce contexte difficile, ils ont produit un nombre impressionnant de chefs-d'œuvre. En 2006, j'ai participé à un atelier animé par Slawomir Idziak, l'un des vingt meilleurs chefs opérateurs du monde. Les Polonais excellent dans ce métier. Leurs directeurs de la photographie ne cherchent pas seulement à faire de belles images, mais collaborent étroitement avec le metteur en scène et ont une perception pointue de la dramaturgie.

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

#### Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

#### Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

#### Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)  
 Catherine Vuiffroy (coordination globale)  
 Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli, Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler, Sabina Mächler, Nicole Suhner

#### Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn), Maria Roselli (mr), Jane-Lise Schneeberger (jls), Ernst Rieben (er)

**Graphisme :** Laurent Cocchi, Lausanne

#### Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

#### Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

#### Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest,

3003 Berne,  
 Courriel: [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)  
 Tél. 031 322 44 12  
 Fax 031 324 90 47  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total :** 54200

**Couverture :** La Paz vu d'El Alto; Gabriela Neuhaus

**ISSN 1661-1675**

---

« Pendant plus de cinquante ans, la ville s'est agrandie sans aucun plan. »

Luis Revilla, page 9

---

« La faim n'est pas due à l'insuffisance de la production alimentaire. Elle relève de la répartition des surfaces agricoles et des revenus. »

Tina Goethe, page 28

---

« Il était logique que la situation explose partout en même temps. L'humiliation était allée trop loin. »

Khaled Al Khamissi, page 31

---